



Royaliste

POUR LA NATION, LA LOI ET LE ROI

MERCREDI 5 JUILLET 2023 - N° D'ÉTÉ 1260 - 54^e ANNÉE - 4,00 € - BIMENSUEL DE LA NOUVELLE ACTION ROYALISTE

DIRECTEUR POLITIQUE : BERTRAND RENOUVIN

Trip sans contact

En déplacement à Marseille, le président de la République a annoncé que les policiers seront équipés de terminaux de paiement pour garantir un meilleur taux de recouvrement des amendes relatives à la consommation de stupéfiants, car seules 35 % de celles-ci sont actuellement réglées.

Or, en mai, une vague d'overdoses a touché plusieurs villes du nord-ouest parisien. Les images de San Francisco, San Diego aux États-Unis, ou celles très semblables de Colombie-Britannique donnent la vision d'un enfer possible. Mais cela semble pris avec une légèreté consternante. Au moment où le Président formulait cette solution étrange, un avion de tourisme chargé de méthamphétamine était intercepté au-dessus de l'Ardèche par un Rafale.

Héroïne, fentanyl, cocaïne, cathinones, MDMA, GHB, crack... Le Président a-t-il été informé de la submersion d'un nombre toujours plus grand de territoires par toujours plus de molécules ? Désocialisations, suicides et conduites suicidaires, maladies opportunistes sur des sujets affaiblis, démolition accrue du pays... L'amende forfaitaire entre dans une logique de contrôle social à vocation palliative pour le politique, mais ne sert aucune logique de soin pour les personnes. Face aux cartels qui sont de véritables puissances défiant les États, l'idée de leur opposer des amendes de 200 euros relève de la plaisanterie honteuse et impuissante. Il est temps d'avoir un débat politique sur l'emprise des substances psychoactives sur notre société. ■



© MAISON DE FRANCE

Pour l'écologie politique

MANIFESTE DE MGR LE COMTE DE PARIS

Après la réunion sur l'environnement organisée à Bordeaux en mars dernier et présidée par le comte de Paris, le Prince a décidé de publier un *Manifeste pour l'écologie politique*. Nous le reprenons en intégralité en pages 8, 9 et 10.

Défendre la Nation

La loi de programmation militaire ne répond pas aux besoins de notre armée. Il faut relancer le débat.

La guerre russo-ukrainienne en cours est déjà riche d'enseignements et source d'inquiétudes en raison des moyens à mettre en œuvre pour affronter un conflit de ce type.

La France, qui doit se préparer à toutes les éventualités militaires, doit envisager l'évolution ou la transformation de son armée en fonction de ses

intérêts géostratégiques et des nouvelles conditions du combat. Quel rôle pour l'aviation ? Pour les chars ? Pour des navires plus vulnérables qu'au paravant ? Comment mener la bataille en milieu urbain ? Organiser la logistique ? La réflexion doit s'intensifier. L'article du général François Chavancy en pages 11 et 12.

Dans ce numéro :

Page 7 : Le Sommet de Paris pour un nouveau pacte financier mondial.

Page 16 : Georges Sorel en débat.

Page 19 : Un autre Pascal.

Page 20 : Présence de Maurice Barrès.

Page 22 : Le royaliste qui a inventé les 24 Heures du Mans.

Page 24 : Éditorial. Pour restaurer l'autorité.

Le fils caché de l'étrangleur ottoman

Surnommé « *L'étrangleur ottoman* » par François Mitterrand, Édouard Balladur avait un fils caché – Éric Ciotti pour ne pas le nommer. L'homme qui tente de garrotter la macronie ne voit pas qu'il est lui-même subclaquant. Devant ces joutes grotesques, Marine Le Pen cache sa joie.

Pénétrons avec prudence dans l'univers parallèle des groupes qui forment l'aile droite de l'oligarchie. On sait que les macroniens de Renaissance, le clan d'Édouard Philippe (ça s'appelle Horizons), le Modem de François Bayrou et Les Républicains partagent le même projet néolibéral. Tous, lorsqu'ils gouvernent, le mettent en œuvre de la même manière sous l'égide de Bruxelles.

Bien entendu, il y a des variantes douces et d'autres plus dures, surtout dans les discours de ceux qui ne sont pas aux affaires. Par exemple, Éric Ciotti voudrait aller « *beaucoup plus loin* » dans la baisse des allocations-chômage sous prétexte de favoriser le retour à l'emploi. Mais la variante antisociale n'assure pas la rente électorale qui pourrait permettre à LR de persévérer dans son être.

L'effort en ce domaine vital, que Spinoza appelle *conatus* – du verbe *conari*, entreprendre –, exige la réinjection d'une dose de passionnel dans le programme. C'est bien sûr la « *lutte contre l'immigration* » qui est invoquée par ceux qui, au temps de Nicolas Sarkozy, avaient juré de « *nettoyer les banlieues au Kärcher* ». Cette « *lutte* » a le double avantage de refaire l'unité du parti qui avait éclaté lors du débat sur les retraites et de prendre à la gorge Macron et sa macronie.

Tout occupé qu'il est à poser ses lacets et cordons de soie, l'Etrangleur ottoman oublie qu'il peut être comparé au célèbre chat de Schrödinger qui reste dans un état quantique superposé de mort et de non-mort, tant qu'on n'a pas ouvert la boîte dans laquelle l'animal est fictivement enfermé.

Monsieur Ciotti de Schrödinger sait-il lui-même s'il étrangle pour survivre ou s'il cherche le suicide collectif? La question hante les jours et les nuits des archontes de la macronie. Leur propre *conatus* est en piteux état depuis qu'ils ont constaté qu'à l'encontre de toute logique, ils ne pouvaient pas



WIKIPEDIA - FRANTOGIAN

Éric Ciotti. Le mouvement de réflexion lancé au cirque Bouglione le 17 juin sauvera-t-il la droite ?

former une coalition avec Les Républicains. C'est pourquoi, un beau matin de juin, sous l'égide de Stéphane Séjourné, le très charismatique secrétaire général de Renaissance, une trentaine de parlementaires se sont interrogés sur la tactique à adopter. Deux heures de palabres ont accouché d'une souris aussi paradoxale que le chat de Schrödinger : « *pour éviter l'immobilisme* », il s'agira de « *continuer de tendre la main aux LR, comme à la gauche modérée* », selon les mots de Stéphane Séjourné. En d'autres termes, Renaissance va éviter

de bouger pour ne pas tomber dans l'immobilisme en appelant la droite et la gauche oligarchiques à la « *coconstruction* » plutôt qu'à un contrat de gouvernement dont LR ne veut pas. Cette « *coconstruction* » imaginée par une formation en voie en démolition va s'opérer sous le regard vigilant de François Bayrou : « *Si on choisissait de décentrer la majorité pour la tirer d'un côté ou de l'autre, il y aurait de grands risques de perte de cohérence* », a déclaré le gardien du temple centriste.

Tout cela signifie que la macronie va « *valoriser les*

compromis parlementaires qui existent », comme dit Aurore Bergé – donc continuer d'agir au coup par coup en évitant que le « *parti du dépassement* » devienne « *le parti des dépassés* », selon le mot d'un député. Il aurait même pu parler du parti des trépassés – à la mode Schrödinger bien entendu. Tout le monde a compris que le parti macronien ne survivra pas au départ de son fondateur et qu'il sortirait essoré d'une dissolution que le président du Sénat annonce, en privé, pour la rentrée. Ce qui aigüise les appétits d'Édouard Philippe, qui pré-

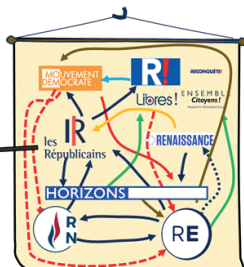
Sur le mur de Jean Chouan

LA DROITE, C'EST TRÈS SIMPLE SI ON SUIT BIEN : CIOTTI VEUT LE POUVOIR MAIS DOIT FAIRE AVEC WAUQUIÈZ QUI EST EN RÉSERVE POUR CONTRER BAYROU ...

... QUI VEUT LA PEAU DE PHILIPPE SAUF SI SÉJOURNÉ S'ALLIE AVEC BERGÉ POUR EMPÊCHER BERTRAND DE JOUER DATTI CONTRE PÉCRESSE ...

... AUQUEL CAS MACRON POURRAIT FAIRE UN COUP À DROITE AVEC DARMANIN SUR L'IMMIGRATION POUR BLOQUER SARKOZY, DERNIER RECOURS CONTRE LE PEN.

SI VOUS N'AVEZ PAS SUIVI, JE VAIS VOUS RÉSUMER : LE SEUL VÉRITABLE OBJECTIF DE LA DROITE, C'EST ... DÉTRUIRE LA DROITE.



pare le terrain avec des petites phrases sur l'immigration et l'islam. Tout occupé à muscler le *conatus* d'Horizons, Édouard Philippe oublie qu'il fut Premier ministre et qu'il avait alors toute possibilité de résoudre les problèmes dont il s'inquiète aujourd'hui.

Observant ces manœuvres, Marine Le Pen s'efforce de cacher sa joie. Les failles du bloc oligarchique annoncent son effondrement, et le Rassemblement national ramassera les morceaux pour devenir, au nez et à la barbe d'Édouard Philippe, le nouveau parti de la droite française, à vocation hégémonique. Les émeutes qui ont éclaté le 28 juin vont conforter le Rassemblement national en parti de l'ordre, face aux désastres provoqués par les gouvernances oligarchiques de droite et de gauche.

La partie serait jouée si LR n'avait pas réuni les « états généraux de la droite » au cirque Bouglione, le 17 juin. Un puissant mouvement de réflexion est annoncé, mais on a surtout observé l'absence de Laurent Wauquiez, que l'Étrangleur ottoman veut pousser à la présidentielle pour devenir grand vizir. Là encore, il y a un effet Schrödinger : nul ne sait si l'homme qui respire la sincérité mais qui retient longuement son souffle est mort ou non – alors que Xavier Bertrand, sempiternel candidat à la candidature, était bel et bien présent. Lance-t-il l'appel de Bouglione ? ■

B. LA RICHARDAIS.

Une finale en lettres... Capitole

À l'occasion de la finale du Top 14 que le Stade toulousain et le Stade rochelais ont disputée le 17 juin, ceux-ci nous ont offert un match de toute beauté. De bon augure dans la perspective de la Coupe du monde.

De l'avis de tous les observateurs, cette finale restera dans les annales par l'intensité, l'incertitude, le suspense et les grandes qualités techniques et tactiques de la chorégraphie rugbystique des deux équipes : pour La Rochelle, la puissance et le jeu collectif dominateur de ses avants ; pour Toulouse, une charnière et une ligne de trois-quarts composées d'individualités de très haut niveau qui savent jouer à merveille avec les caprices imprévisibles de ce ballon ovale, à l'image de cette fulgurance de Romain Ntamack qui, à deux minutes de la fin du match et après avoir raté un coup de pied décisif quelques instants plus tôt, est parvenu, grâce à des jambes de feu et une course de soixante mètres, à renverser un résultat qui paraissait acquis à La Rochelle.

« On est tombés face à une grosse équipe. On est allés chercher [cette victoire], on n'a pas lâché le ballon, on a fait ce qu'il fallait faire dans les dernières minutes. Mais, encore une fois, bravo aux Rochelais, je suis presque désolé pour eux. » (Thomas



Le bouclier de Brennus.

Ramos, arrière de Toulouse). Si le Stade toulousain est un grand champion 2023, il peut en effet remercier et féliciter le Stade rochelais, car pour être un grand champion, il faut avoir battu un non moins grand et valeureux adversaire. Merci aux deux équipes de nous avoir offert une si belle finale du *bouclier de Brennus*, le trophée remis au vainqueur. Conçu d'après un dessin initial du baron Pierre de Coubertin en 1892, il doit son nom à son artiste créateur, Charles Brennus, par ailleurs cofondateur de la Fédération française de rugby (FFR).

La FFR vient précisément d'élire à sa présidence Florian

Grill comme successeur de Bernard Laporte, démissionnaire. Candidat « *laportiste* » battu, Patrick Buisson a déclaré : « *Tout d'abord, cette élection a été marquée par une forte participation puisque nous avons eu 95 % des voix exprimées. Les clubs ont choisi : Florian Grill est élu avec 58 % des voix, ce qui est un très beau score. Il n'y a rien à dire. Il faut féliciter Florian Grill et son équipe pour ce résultat. De notre côté, nous n'allons pas bloquer le système. Si Florian Grill fait des propositions qui vont dans l'intérêt général du rugby français, nous les validerons.* »

À un peu plus de deux mois du coup d'envoi de la Coupe du monde en France (le 8 septembre, par un alléchant France-Nouvelle-Zélande), cette élection apaisée, conjuguée au fait que les deux finalistes fourniront un contingent important, quantitativement et qualitativement, des 33 joueurs du XV de France, augure le meilleur pour le rugby français.

Et c'est pour cela que, dans le climat lourd et orageux (et pas seulement par la météo...) régnant en ce « *presque 18 juin* », nous ne pouvons que conclure par un « *appel* » à un « *coup d'air* » frais, et donc par un indispensable « *Allez les petits !* »... ■

LOUIS DAUVALIE.

Le laid Paris

■ **Pont-Neuf : deux salles, deux ambiances pour LVMH.** – Dans ce quartier, cœur de Paris, qu'il a acheté tout entier, Bernard Arnault a vécu cette semaine des heures... contrastées, mais révélatrices de l'époque ! Côté face, des mannequins défilent sur un Pont-Neuf privatisé, devant le gratin de la jet-set internationale. Côté pile, les émeutiers attaquent les vitrines de ses boutiques de luxe de La Samaritaine. Neuf jours de ce beau mois de juin entre ces événements, comme si la lumière crue de la réalité du Grand Paris faisait effraction dans le monde artificiel et sécurisé du Paris-vitrine de l'industriel.

L'OPA inamicale de trois jours sur un nœud de circula-

tion de la capitale avait nourri la colère de Parisiens qui voient toute l'année leur ville transformée en espace d'animation touristique bruyant, hostile et invivable, par des élus qui confondent leur rôle avec le business, plus rentable, d'une société d'événementiel.

C'est de l'Hôtel de Ville que le coup est parti. Tandis que la maire faisait la belle au défilé LVMH, son équipe s'autofélicitait avec émerveillement dans sa novlangue de com' (mélange de promoteur des années soixante-dix et de Zemmour) de cette « *reconquête* » (sic) du quartier. Reconquête ? De qui ? De l'hyperclasse sur les Parisiens ? Le chef d'EELV, David Belliard, désireux de capter à son profit la colère, polémiquait vertueusement sur son LinkedIn que « *l'espace public est bien trop*

précieux pour pouvoir être accaparé par quelques multinationales ».

Tartufferie. EELV est plus à l'aise, à l'approche des élections, dans l'art de tirer sur ses alliés que soucieuse d'une réflexion durable. Car l'auteur de cette politique de transformation d'un Paris poétique en base de loisirs touristico-événementielle n'est autre que l'ancien adjoint des Verts à la Culture, Christophe Girard (*Paris-Plages, Nuit Blanche...*) qui était « *en même temps* » à la Ville et le directeur du développement de... LVMH.

La folle semaine du maire off de Paris, qu'est l'homme le plus riche du monde, ne s'arrêterait pas là. Ironie obscène, il attaquait en justice des associations de pauvres qui avaient tenté le sacrilège de pénétrer dans l'ancien magasin populaire parisien, de-

venu *duty-free* et hôtel de luxe aux chambres baies vitrées, obscènes aussi, que les pauvres regardent de la rue.

Si le Pont-Neuf populaire où le futur Molière enfant, venait voir les saltimbanques, celui où Baudelaire flânait en rimant *Le Cygne*, n'est plus, celui des *Yeux des Pauvres* et d'Harpagon, semble lui bien vivant. Arnault se rend-il compte que cette ville, dont l'utilisation de l'image a assuré le succès de ses marques, est en train de brûler de la rage des relégués à ses marges et de mourir du vide en son centre ? Si la destruction de l'âme de Paris n'est pas un argument pour un financier, l'explosion de sa vitrine devrait le pousser à rendre un peu aux Parisiens tout ce qu'il doit à l'imaginaire d'un Paris qu'il éprouve *ad nauseam*.

LANGLOIS-MALLET.

La situation politique dans le Pacifique français

Bernard Deladrière, que nos lecteurs connaissent comme un des meilleurs experts de la France du Pacifique, fait le point avec nous sur la situation en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie.

Royaliste : Les discussions sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie semblent entrer dans une phase active. Le 1^{er} juin, en présence de Gérard Darmanin, un bilan de l'accord de Nouméa a été présenté aux partenaires. Que retirez-vous du débat auquel il a donné lieu ?

Bernard Deladrière : Outre le bilan (le 3^e du genre), a été présenté un « audit de la décolonisation » réalisé à la demande des indépendantistes. On peut retenir du bilan que l'accord de Nouméa est effectif dans sa quasi-intégralité, mais que des progrès restent à réaliser en matière d'« émancipation économique » et de constitution d'un « destin commun » mis à mal par les trois référendums clivants. Au regard des différents rapports et résolutions de l'ONU, on peut considérer que la décolonisation est effective et, en particulier, que les trois consultations correspondent à l'exercice d'un choix d'autodétermination libre et démocratique.

Les loyalistes ont plutôt bien accueilli ces documents, en tirant notamment la conclusion qu'il convient maintenant de retirer la Nouvelle-Calédonie de la liste des pays à décoloniser tenue par l'ONU. Le FLNKS pour sa part se réserve la possibilité d'apporter certaines observations ou critiques sur ces deux documents, mais ne l'a pas encore fait officiellement.

Par ailleurs, dans une lettre aux partenaires, Gérard Darmanin s'est montré ferme sur le dégel du corps électoral avant les élections de 2024 et sur le délai d'un nouveau scrutin d'autodétermination (pas avant une ou deux générations), mais plutôt ouvert sur la « trajectoire », affirmant qu'il n'y aurait pas de remise en cause fondamentale de l'accord de Nouméa.

Les partis indépendantistes ont donné leur accord pour un élargissement du corps électoral et laissé entendre qu'ils pourraient décider d'entrer dans la négociation fin juillet. Comment interpréter ces avancées ?

Après le départ du ministre de l'Intérieur, les indépendantistes ont tenu à plusieurs reprises à relativiser les propos de Gérard Darmanin sur un tel accord. Pour eux, ils auraient seulement admis d'ouvrir le chantier du corps électoral et donc d'en discuter, après réalisation par l'État d'une étude d'impact sur les différentes hypothèses de durée de résidence. Mais selon leurs dernières déclarations, ce point ne peut être traité que dans le cadre d'un

« accord global » portant également sur l'émancipation, l'organisation institutionnelle, les transferts de compétences, etc. Ils sont prêts à poursuivre des « discussions techniques » avec l'État mais pas du tout, à ce stade, à entrer en négociation trilatérale. On peut toutefois se réjouir qu'ils participent activement à des ateliers de travail organisés par le Haut-Commissariat de la République.



Rade de Papeete. Les indépendantistes n'envisagent un changement de statut que dans 10 à 15 ans.

Un déplacement du président de la République est prévu fin juillet en Nouvelle-Calédonie, et le gouvernement envisage une réunion des partenaires à Paris fin août. Que peut-on en attendre ?

Les attentes à l'égard de ce deuxième déplacement du chef de l'État en Nouvelle-Calédonie sont radicalement différentes entre les deux blocs politiques locaux. Les loyalistes attendent pour l'essentiel qu'il réaffirme une nouvelle fois l'ancrage définitif du territoire dans la France et sa place dans la stratégie indopacifique. Gilbert Tyuienon, vice-président de l'Union calédonienne (principal parti indépendantiste) espère qu'Emmanuel Macron vienne en « héros de la décolonisation », et parle de l'identité kanak, de la réparation des dégâts de la colonisation, etc. La voie pour le président de la République sera donc périlleuse, et la réussite des discussions à trois prévues fin août dépendra beaucoup de ce qu'il dira lors de sa visite.

En Polynésie française, après les législatives de 2022, les élections territoriales d'avril 2023 ont également été remportées par les indépendantistes. Quelles sont les raisons de ce succès ?

Au premier comme au second tour de ces élections, les listes autonomistes étaient majoritaires en voix à l'échelle du terri-

toire. Ce sont donc les divisions entre autonomistes et le mode de scrutin (prime à la liste arrivée en tête) qui expliquent cette victoire des indépendantistes. Plus profondément, il s'agit d'un échec personnel du précédent président de la Polynésie française, Edouard Fritch, touché par l'usure du pouvoir mais aussi par sa gestion de la crise sanitaire et de la situation économique de la Polynésie française marquée par les difficultés du tourisme, l'inflation et de fortes inégalités sociales.

Les indépendantistes expriment des revendications plutôt modérées. Comment voyez-vous la situation évoluer sur le long terme ?

Le nouveau président de la Polynésie française, Moetai Brotherson, sait que les Polynésiens sont aujourd'hui majoritairement hostiles à l'indépendance ; il sait aussi qu'il serait difficile de se passer du 1,7 milliard d'euros transférés annuellement au territoire par la métropole. Il a par ailleurs fait part de sa volonté que le gouvernement local réunisse les conditions de création d'emplois

dans le secteur privé et non dans l'administration. Issu du monde de l'entreprise, il est conscient de la nécessité de rassurer les investisseurs. C'est donc un indépendantiste pragmatique. Il en va différemment du nouveau président de l'Assemblée territoriale, Antony Géros, qui souhaite, lui, une indépendance rapide. À plus long terme, l'évolution politique de la Polynésie française sera très largement déterminée par la situation socio-économique.

En Nouvelle-Calédonie comme en Polynésie, on assiste à une évolution des rapports entre métropole et territoires d'outre-mer. Cette évolution pourrait-elle s'étendre à l'ensemble des outre-mer ? Est-ce souhaitable ?

Les 13 entités ultramarines françaises, qui regroupent environ 3 millions d'habitants, sont avant tout caractérisées par la diversité. Chacune a son histoire et son identité propres. La voie à suivre est donc celle d'un droit à la différenciation territoriale et de « statuts à la carte » souhaités par l'ensemble des responsables politiques de ces collectivités. L'évolution engagée par la révision constitutionnelle de 2003 doit être poursuivie et approfondie pour aboutir à une véritable refondation de la relation entre l'État et les outre-mer comme l'a préconisée le Sénat. ■

Propos recueillis par François Renié.

Pour sauver le climat, fermons les théâtres !

La crise du Covid a mis à rude épreuve le monde de la culture et en premier lieu le spectacle vivant. Cette crise a aussi induit un comportement étrange : l'ardent souhait de réduire sa présence pour... sauver la planète.

Qu'il y ait une panne de projet politique en matière culturelle au niveau national ne date pas d'hier. Évanouies, les années Malraux ou Lang, ainsi que leurs productives queues de comètes respectives. Lors de la cérémonie des César, si la défense de la ministre après l'intervention de la CGT ne manquait pas d'aplomb, elle révélait néanmoins qu'elle n'avait plus que des pansements à distribuer. Du national au local, il n'existe plus que des vestiges des politiques culturelles passées. Lorsque la propulsion politique manque, il faut des mythes de substitution, de fausses consciences et des expédients pour donner l'illusion de la prise sur les événements. Curieusement, c'est une partie du monde de la culture qui prête le flanc à ce phénomène.

Les demandes de censure ne cessent de croître depuis les tréfonds de la société. Le sentiment commun aurait pu consister à appuyer un surcroît de production et la diffusion artistique. Patatras ! Voilà que ce n'est pas ce qu'une partie importante du monde de la culture souhaite. Ainsi le Syndicat national des entreprises artistiques et culturelles (SYNDEAC), fondé en 1971 (1), s'est-il attelé à un volumineux document de 96 pages, typique de la soumission aux impératifs du paraître et à l'air du temps. Rien de grave si cela n'était si révélateur.

Alors que des organisations à la fois diverses comme la CGT Spectacles ou la Fédération nationale des arts de la rue (FNAR) font état de l'urgence sociale du monde de la culture en général et du spectacle vivant en particulier, il se trouve d'autres acteurs du même monde pour insister sur... « l'urgence climatique », dans le sillage d'un ministère de la Culture devenu un bateau ivre dirigé par des quartiers-maîtres et des mousses inexpérimentés. Le SYNDEAC, dans sa volonté d'échapper au « toujours plus », omet les persistantes inégalités d'accès au spectacle vivant et l'impératif d'y répondre. On ne s'était pas aperçu que le grand festival du spectacle vivant qu'est Avignon était marqué par de somptueuses dépenses de climatisation, ni que les troupes y convergeant utilisaient des jets privés. Les braves gens du SYNDEAC se sentent responsables de l'extinction de Sapiens aujourd'hui. À ce niveau de responsabilité historique, flirtant avec la métaphysique, le texte du SYNDEAC apparaît sous un angle qui, évidemment, le propulse très haut dans les déterminants du destin de l'humanité. En chemin, au passage et par inadvertance, ledit texte a perdu quelques objectifs, oublié quelques publics et flirté avec le sublime dessein du dérisoire absolu.



Festival d'Avignon. Enrayer la crise climatique par la compression de l'offre culturelle : quel programme !

Désormais, tout le monde fait sa conversion écologique, favorise la « transition écologique » sans admettre que cela se résume le plus souvent à ajouter du vent rhétorique à des bourrasques bien réelles.

Concentrons-nous sur un morceau du texte qui résume absolument sa pauvreté de pensée, d'esprit et d'âme : « *Bien entendu, le secteur culturel apporte, comme tous les autres, sa pierre à l'édifice carboné français. Nous aussi, nous consommons de l'énergie carbonée (le chauffage, l'éclairage, l'alimentation). Mieux, ou plutôt pire, nous en faisons consommer plus ou moins directement : la grande majorité des spectateurs ne se déplace-t-elle pas en voiture individuelle ? Ne met-on pas en ligne des captations haute définition stockées ad vitam æternam sur des clouds énergivores, dupliquées sur plusieurs sites et téléchargées sur autant de serveurs ? Les équipes artistiques ne traversent-elles pas le pays au volant de camions pour transporter leurs décors de salle en salle, contraintes par des calendriers de tournée de plus en plus difficiles à tenir ?* »

On ne saurait trop leur expliquer que, hypothétiquement, ils pourraient réfléchir encore un peu à la façon de toucher les lycéens les moins favorisés, les classes populaires éloignées des centres d'art dramatique plutôt que d'écrire pareille profession de foi visant d'abord à toucher des jetons d'absence de la scène culturelle française.

L'argument des aléas liés à la présence du public tombe d'autant plus à plat que bien des collectivités locales, au premier rang desquelles les Régions, ont cherché, et jusqu'au milieu des années 2010, à nouer des partenariats pour ouvrir les lieux de culture – et surtout les théâtres – aux publics qui en étaient éloignés. On pouvait en voir les effets dans la salle du Théâtre de la Ville (Paris) notamment, mais pas seulement, loin de là. Enrayer la crise climatique par la compression de l'offre culturelle, c'est se situer entre le Gosplan et Savonarole, insuffisants de surcroît. On peut aisément concevoir les problèmes matériels des lieux culturels (passoires thermiques, difficulté de chauffer et d'isoler ces lieux accueillant du public, impact des canicules comme des précipitations) et envisager de nouveaux lieux davantage en harmonie ; ces problèmes doivent faire l'objet de toute l'attention du ministère de la Culture et des collectivités, au premier rang desquelles, les Régions.

Dénoncer le « toujours plus », c'est engager la voie vers le toujours moins, enfermer de façon illusoire le spectacle vivant dans le carcan de la disette d'argent public pour essayer de faire prospérer la bonne conscience inhérente à un enfermement social et « élitiste ». Pour y remédier, le SYNDEAC explique qu'il faudrait simplifier les dossiers de demande de subvention. La puissance publique se doit donc d'être moins exigeante avec ceux qui, pour la bonne cause ultime, veulent se produire moins. À Cannes, c'est un manifeste pour la transition écologique du cinéma qui a été dévoilé au son des pales d'hélicoptères assurant la liaison entre la Croisette et l'aéroport de Nice. Désormais, tout le monde fait sa conversion écologique, favorise la « transition écologique », sans admettre que cela se résume le plus souvent à ajouter du vent rhétorique à des bourrasques bien réelles. Cette forme de confession publique devient un passage obligé pour chacun et un sésame pour la respectabilité. Après la mort du politique, c'est à Pachamama que l'on s'apprête à sacrifier la culture. La danse de Saint-Guy du « climat » n'a pas fini de donner le tournis aux meilleures volontés. ■

GAËL BRUSTIER.

(1). Le SYNDEAC « représente plus de 450 structures, parmi lesquelles la grande majorité des centres dramatiques nationaux, des scènes nationales, des centres chorégraphiques nationaux, de nombreuses scènes conventionnées, compagnies théâtrales et chorégraphiques, ensembles musicaux, des salles de musiques actuelles, des festivals, des lieux de production et de diffusion des arts du cirque et des arts de la rue, des entreprises travaillant dans le domaine des arts plastiques et graphiques ».

Boris Johnson : la fin du parcours ?

Chassé du Parlement britannique comme un malpropre après l'étalage de ses mensonges, Boris Johnson n'a peut-être pas encore brûlé toutes ses cartouches.

C'est par un vote sans surprise de 350 voix pour, 7 voix contre et un peu plus de 200 abstentions, que Boris Johnson a été exclu du Parlement pour 90 jours le 19 juin, preuve du discrédit qui frappe l'ancien Premier ministre britannique. Divulgué le 15, un rapport parlementaire accablant a démontré que l'ancien locataire du 10 Downing Street avait délibérément menti aux Communes sur les fêtes et autres pots de départ organisés au siège du gouvernement pendant le confinement, en violation des règles établies alors par ce même gouvernement. Ce rapport était d'autant plus accablant que, si la présidence de la commission d'enquête était assurée par une parlementaire travailliste, la majorité de ses membres était constituée de députés conservateurs.

C'est la deuxième fois que le parti tory lâche son ancien leader. En juillet 2022 déjà, celui-ci avait dû abandonner la direction du gouvernement à la suite d'une défection massive de ses ministres écœurés par ses mensonges sur les « fêtes ministérielles ». De son côté,



Boris Johnson. Son mépris des règles a fini par lui coûter cher.

l'opinion publique avait été d'autant plus choquée par cette affaire que nombre de Britanniques avaient dû laisser mourir dans la solitude des membres âgés de leurs familles. Suprême humiliation, non seulement Boris Johnson a été interdit de siéger aux Communes, mais encore il s'est vu retirer le badge dont bénéficient les anciens Premiers ministres et qui leur permet de garder leurs entrées au Parlement.

Au courant des conclusions accablantes du rapport, Boris Johnson a démissionné dès le 9 juin de son siège de député en se répandant en propos imprécateurs contre la commission et sa présidente et en dénôçant une véritable chasse

aux sorcières menée contre lui. Pour autant, l'affaire n'est pas close. Une autre commission parlementaire enquête sur la conduite du gouvernement durant le confinement et sur la politique menée pour faire face à la Covid 19. D'autres ministres ou anciens ministres pourraient être mis en cause dont Rishi Sunak, l'actuel Premier ministre, fossoyeur de la politique keynésienne de Bojo et chantre d'un libéralisme sans épaisseur. Cela va-t-il bénéficier pour autant aux travaillistes ? Pas sûr. Malgré les sondages qui leur sont favorables, il sera aisé de rappeler que ceux qui aspiraient à un Brexit soft ont abandonné Theresa May en 2019, provoquant l'arrivée au pouvoir de

Boris Johnson, et qu'ils n'envisagent plus aujourd'hui de retour dans l'Union européenne avant une génération. De leur côté, les indépendantistes écossais se sont vu refuser par la Cour suprême britannique le droit d'organiser un référendum consultatif sur l'indépendance et sont empêtrés dans une affaire de financement irrégulier de leur dernière campagne électorale. Coulé, Boris ? ■

MARC SÉVRIEN.

Les Faits majeurs

■ **Brésil.** – L'ancien président Jair Bolsonaro, âgé de 68 ans, a été condamné par le Tribunal supérieur électoral à huit années d'inéligibilité pour « abus de pouvoir politique et usage indu des moyens de communication ». Il lui est notamment reproché d'avoir voulu jeter le discrédit sur le système électoral lors de la présidentielle de 2022. Bolsonaro a d'ores et déjà annoncé qu'il déposerait un recours contre cette décision devant le Tribunal supérieur fédéral.

■ **Grèce.** – Un mois après des élections législatives qui n'avaient pas permis de dégager une majorité stable, les Hellènes ont été convoqués à nouveau aux urnes le 25 juin. Les partisans du Premier ministre sortant Kyriakos Mitsotakis (Nouvelle Démocratie, droite conservatrice) ont pu, cette fois-ci, emporter 158 sièges sur les 300 au Parlement. Avec seulement 58 élus, Syriza (gauche) obtient son plus mauvais score depuis 2012.

■ **Tchad.** – Le président de la Transition, Mahamat Idriss Déby, a déclaré accorder son pardon à ses opposants en exil. L'homme fort du pays, s'il cherche à raviver une image ternie par la répression sanglante de la manifestation du 20 octobre 2022, affiche aussi sa volonté d'apaisement en vue de l'organisation d'un référendum sur la déconcentration du pouvoir. Son appel n'a pas trouvé un écho favorable dans l'opposition, qui en fustige l'insincérité.

■ **Chine.** – Le Parlement a adopté, le 28 juin, une loi sur les relations extérieures qui permet à la Chine de se soustraire, au nom de sa souveraineté, aux dispositions d'un traité international et d'appliquer sa propre législation hors de ses frontières.

CASIMIR MAZET.

Voix étrangères

■ **Le boucher de Téhéran.** – Tempête politique en Belgique après la participation du maire de Téhéran au sommet mondial des villes qui s'est tenu à Bruxelles du 12 au 15 juin. Alireza Zakani est un ancien responsable de la milice Bassidj qui avait réprimé les manifestations contre le président Ahmadinejad en 1999. Parmi les personnes arrêtées alors figuraient Darya Safai qui, réfugiée en Belgique, naturalisée belge en 2003, élue député depuis 2019, avait repéré la présence de celui qu'elle appelle « le boucher de Téhéran » sur un site en persan. Le maire, qui est l'un des coprésidents de l'association Metropolis, l'une des organisatrices du sommet avec Eurocities et l'OCDE, avec le soutien de la Commission européenne, avait été dûment invité par la région autonome de Bruxelles, hôte du sommet, mais son visa et ceux de 13

collaborateurs avaient été délivrés par la ministre belge des Affaires étrangères, la médiatique Hadja Lahbib (cf. *Royaliste* n° 1246, du 19 déc. 2022).

Le secrétaire d'État aux Affaires internationales de la région de Bruxelles a démissionné le 18 juin. La ministre a été l'objet de plusieurs motions de censure lors de deux audiences tumultueuses devant la commission des Affaires étrangères de la Chambre les 21 et 26 juin. Le Premier ministre Alexander De Croo a assumé la responsabilité de cette affaire, ce qui, à un an des élections, a sauvé de justesse le gouvernement de coalition lors du vote du 29 juin. « Une vie humaine vaut-elle un visa ? », a-t-il demandé. L'affaire survient en effet à la suite de la libération, le 26 mai, d'un « otage » belge détenu en Iran depuis 455 jours, en échange – déjà controversé – du transfert en Iran d'un diplomate iranien condamné à 20 ans pour tentative de meurtre. La

Belgique continue de négocier le sort d'un professeur irano-suédois qui enseignait à Bruxelles, condamné à mort à Téhéran. Un refus de visa, en déclenchant un conflit diplomatique, aurait fait courir un risque à l'intéressé et aux autres détenus occidentaux. À l'inverse, l'opposition et une partie de la coalition considèrent que les Iraniens de Belgique ont été mis en danger. « La Belgique est devenue un terrain de jeu pour les tortionnaires » (Malik Ben Achour, pour le Parti socialiste).

L'affaire remet en cause le « statut international de Bruxelles en tant que capitale diplomatique du monde » (le secrétaire d'État démissionnaire). À la une de tous les médias belges depuis une semaine, elle semble n'avoir eu aucun écho hors de Belgique, alors que la maire de Paris ainsi que celles de Rennes et de Nantes étaient présentes à ce sommet auquel participaient 600 villes.

Y. L. M.

Le sommet pour un nouveau pacte financier international qui devait être le point d'orgue de la diplomatie verte d'Emmanuel Macron a fait un flop. Qu'est-ce qui a manqué ? Le savoir ? La méthode ? La volonté ?

Les amis verts (III) : la Barbade

PAR YVES LA MARCK.

On aimerait saluer les efforts diplomatiques de l'actuel chef de l'État pour replacer la France sur la scène internationale, à un niveau oublié depuis le succès de la COP 21 (Cf. *Royaliste* nos 1256 et 1257). L'impasse présente déçoit.

Tout le monde sait. — Les idées semblaient mûres. « *L'initiative de Bridgetown* », du nom de la capitale de l'État de la Barbade (Barbados), datée du 23 septembre 2022, s'appuyait sur les travaux universitaires synthétisés par un habile agitateur d'idées. Avinash Persaud, Indo-Antillais, natif de la Barbade avant de suivre sa famille à Londres, a fait carrière dans des sociétés d'investissement en alternance avec la recherche académique avant de revenir s'occuper des services financiers à Bridgetown. Son entregent à la fondation Rockefeller (présidée par un Indo-Américain Rajiv Shah, ancien de la fondation Bill-et-Melinda-Gates et ex-administrateur de l'USAID) et à la Banque mondiale (présidée, depuis un mois, par un autre Indo-Américain, le sikh Ajay Banga, ex-PDG de Master Card, naturalisé en 2007 !), a bénéficié de l'aura médiatique de l'une des deux stars de la Barbade, non pas la chanteuse Rihanna, mais la Première ministre Mia Mottley. Celle-ci avait mis fin le 30 novembre 2021 au rattachement à la Couronne britannique et transformé en république cette île de 300 000 habitants sur 430 km², au relief plat particulièrement vulnérable à la montée des eaux, et frappée par la multiplication des cyclones. Découverte lors de l'assemblée générale des Nations unies en septembre 2021, elle avait fait la couverture du magazine *Time* le 23 mai 2022 comme l'une des femmes les plus influentes du monde, un mois après l'élaboration à huis clos de ce qui sera connu comme « *initiative de Bridgetown* ». Son discours chaud et incisif s'impose en novembre 2022 à la COP 27 de Charm el-Cheikh. À l'un des plus petits États du monde, il fallait le relais — et l'alibi — d'un grand : Macron saisit l'opportunité, ce qui permettait de sortir du réseau du Commonwealth et de l'hyperactive diaspora indienne (il ne manquait à Paris que la vice-présidente américaine Kamala Harris et le Premier ministre britannique Rishi Sunak). Le président français porta le projet au G 20 de Bali et mit en chantier le sommet de Paris des 22-23 juin 2023.

Dialogue de sourds. — Les délais étaient brefs, la réponse fut mitigée. Sur cent chefs d'État et de gouvernement invités, moins de quarante sont venus, dont 25 Africains parmi lesquels les perpétuels



Mia Mottley, Première ministre de la Barbade. Elle a été à l'origine du sommet de Paris sur le nouveau pacte financier international.

caciques, et seulement trois Asiatiques (dont le Premier ministre chinois, Macron l'ayant emporté à l'arraché auprès de Xi Jinping, et les deux plus vulnérables et surendettés, les Premiers ministres pakistanais et sri-lankais ; l'Indien Modi était retenu par une visite d'État triomphale à Washington), le Cubain (rare) et le Colombien. Les ONG, les BMD (banques multilatérales de développement) et les fondations philanthropiques (Melin-

Six « tables rondes » relevaient plutôt de la politique spectacle à la Davos que d'un instrument efficace de négociations.

da-Gates, Rockefeller) écrasaient les politiques dans six « *tables rondes* » qui relevaient plutôt de la politique spectacle à la Davos que d'un instrument efficace de négociations. Le « Nord », dissimulé derrière les banques de développement et les multinationales, était quasiment absent des politiques : la secrétaire d'État au Trésor américain, l'inévitable triumvirat européen (Michel, von der Leyen, Lagarde), les bilatéraux étant rares à poursuivre une aide nationale conséquente ne s'étaient pas déplacés, à l'exception du chancelier allemand et du président suisse. Macron était bien seul. Pouvait-il incarner à lui seul un « dialogue » souverain entre Nord et Sud face aux champions des BRICS, le Brésilien Lula déchaîné, le Sud-Africain Ramaphosa révolté, l'Indien Modi absent-présent avec sa diaspora, le Chinois silencieux ?

Le « Sud global ». — Emmanuel Macron s'est trouvé confronté aux limites du « *en même temps* » en matière de développement international. Il avait estimé que tous les enjeux étaient liés, que le monde ne pouvait choisir entre lutter contre la pauvreté et combattre les effets du dérèglement climatique, réformer les institutions de Bretton Woods et régler le problème de la dette, public et privé. La politique, au contraire, consiste à faire des choix et à hiérarchiser les priorités. Le président n'a cessé d'appeler à l'unité de la planète et à rejeter ce qu'il a appelé la fragmentation, une manière de s'opposer à la dénomination nouvelle (depuis la guerre en Ukraine) de « *Sud global* ». On sait en effet ce que celle-ci signifie : la prise en main du destin de l'humanité par le Sud, en lieu et place de ce Nord défaillant, le renversement de la table en substituant éventuellement, plus tard, un dialogue Sud-Nord au défunt Nord-Sud. Le tout est de savoir comment le « Sud » bâtira cette nouvelle architecture par lui-même avant de revenir dialoguer avec le Nord. La Chine a essayé avec les routes de la soie mais a buté sur le surendettement. L'Inde va-t-elle prendre le relais, notamment grâce à sa diaspora ? Le Brésil, qui lui succédera à la tête du G 20 en 2024 et abritera la COP 30 en 2025, repose sur les frères épaules d'un Lula affaibli. L'Afrique va-t-elle réussir à s'organiser, ce qui veut dire se choisir un porte-parole reconnu de tous ?

Le Sud est multiforme : Persaud suggère d'infléchir l'aide aux plus pauvres, priorité actuelle des institutions dédiées au développement, en consacrant les ressources supplémentaires aux pays à revenu intermédiaire qui, comme les classes moyennes, sont plus atteintes que d'autres. Il identifie également l'urgence des pays climatiquement les plus vulnérables, qu'il situe autour de l'Équateur. L'ensemble de ces considérations pointe vers une redéfinition géopolitique qui se substituerait aux critères habituels de richesse et de pauvreté tirés du PIB et où la géographie reprendrait ses droits, notamment la géographie tropicale.

La France s'est longtemps pensée et voulue un pays moyen parmi les grands, et grand parmi les moyens. Pratiquer le grand écart entre Wall Street et Durban (lieu du prochain sommet des BRICS en juillet, où Emmanuel Macron souhaiterait un renvoi d'ascenseur), New Delhi (sommet du G 20 en septembre) et Dubaï (COP 28 le 30 novembre), s'apparente à du funambulisme à moins de changer de méthode et de vision politique. ■



Mgr le comte de Paris à Bordeaux le 11 mars 2023.

Manifeste pour l'écologie politique par Jean d'Orléans, comte de Paris

La santé écologique de notre pays tient avec raison une place prédominante dans les préoccupations des Français – et dans les médias. Le dérèglement climatique prévu par le GIEC se confirme, et l'évolution de l'état de la terre est devenue un risque majeur, non seulement pour la France, mais pour l'humanité. Nos compatriotes l'ont bien compris et sont prêts dans leur immense majorité à agir pour réduire ce risque écologique et améliorer notre environnement.

Malheureusement, les questions écologiques ont été confisquées dans notre pays – comme dans de nombreux autres – par des « partis écologistes » qui pour la plupart en dénaturent le message ; au lieu d'être l'affaire de tous, l'écologie devient celle d'un parti et d'une idéologie. De ce fait, nombre de citoyens qui souhaitent agir concrètement pour l'environnement en France en sont empêchés parce qu'ils ne se reconnaissent pas dans ces partis ou qu'ils n'en partagent pas les positions sociétales. Ce blocage a pour résultats non seulement un abandon de toute volonté d'agir, mais aussi le rejet d'une politique écologique dont

les réformes envisagées par ces partis se font souvent au détriment des conditions de vie des plus modestes en France. Il faut pourtant de toute urgence que l'écologie politique puisse redevenir la préoccupation et l'affaire de tous.

L'état de notre pays a toujours été le premier souci de la Famille de France. Les différents chefs de la Maison de France qui m'ont précédé ont toujours alerté les Français quand des dangers menaçaient notre pays. Or l'un des risques sérieux qui se présentent à lui de nos jours est celui de la santé de son environnement. C'est pourquoi j'ai voulu présider en mars dernier un forum sur ce sujet à Bordeaux. Il a donné lieu à des échanges d'autant plus fructueux qu'ils étaient libres de toute inféodation à des partis ou des chapelles idéologiques. À l'issue de cette réunion, j'ai proposé que soit rédigé en synthèse un Manifeste d'écologie politique sur ce sujet, à partir de nos réflexions communes.

C'est ce Manifeste que je présente ici, et sur lequel il nous reste maintenant à nous appuyer pour proposer des actions qui permettent aux Français de se réapproprier la protection de leur environnement. ■

Le dérèglement climatique et la pollution mondiale bouleversent toute la vie de notre pays. Mais nos partis politiques semblent incapables de répondre aux crises écologiques, et beaucoup de Français s'en détournent car ils ne s'y reconnaissent pas. Définir une écologie politique devient indispensable.

Le dérèglement climatique que prévoyait le GIEC, avec toutes ses conséquences sur la pollution du monde et le destin de l'humanité, n'est plus une hypothèse : il est devenu réalité. Conscients de ce fait, les citoyens de notre pays - comme de presque tous les autres -, qui sont dans leur très grande majorité convaincus des dégâts faits sur l'environnement, se montrent prêts à agir, et ils ont raison : il est devenu urgent de mettre en œuvre des politiques de préservation de l'environnement. Mais ils sont empêchés dans leurs actions par la faiblesse, l'inanité ou l'inadéquation de celles qui leur sont proposées. Pourquoi une telle césure entre la réalité qui exige d'urgence des réactions appropriées et concrètes, et l'immobilisme des gouvernements et des partis écologistes, sans parler des propositions extrêmes de certains mouvements ?

C'est pour donner des éléments de réponse à cette question que ce manifeste a été élaboré.

Quelle écologie ? – La recherche scientifique (donc l'écologie-science) a pour vocation de décrire, comprendre, expliquer et finalement prévoir (par des modèles). C'est ce que fait le GIEC. L'action sur le milieu ne fait pas partie de ses objectifs. Il est évident que l'on ne peut appliquer les règles d'une recherche scientifique aux actions et activités de l'humanité. Dans la mesure où l'homme agit consciemment sur son environnement, cette action écologique a une dimension politique essentielle, propre à l'humanité, et doit se soumettre à une série de principes exprimant le souci de la personne humaine. C'est ce point primordial qui avait été rappelé lors de la première conférence des Nations unies sur l'Environnement à Stockholm en 1972. Quoiqu'un peu oublié des écologistes, ce sommet avait établi les principes fondamentaux régissant les interactions entre l'homme et l'environnement. Il les spécifie dans son préambule :

« L'humain est à la fois créature et créateur de son environnement, qui assure sa subsistance physique et lui offre la possibilité d'un développement intellectuel, moral, social et spirituel. [...] Les deux éléments de son environnement, l'élément naturel et celui qu'il a lui-même créé, sont indispensables à son bien-être et à la pleine jouissance de ses droits fondamentaux, y compris le droit à la vie même ».



Cette déclaration de principes fut reprise et complétée par l'encyclique *Laudato Si'*, autre document fondateur, publié en 2015 par le pape François, qui replace l'écologie politique dans une vision sociale :

« Mais aujourd'hui nous ne pouvons pas nous empêcher de reconnaître qu'une vraie approche écologique se transforme toujours en une approche sociale, qui doit intégrer la justice dans les discussions sur l'environnement, pour écouter tant la clameur de la terre que la clameur des pauvres ».

Notre écologie politique. – Car les trois volets, « environnemental », « social », « économique », sont indissociables. Dans cette perspective, le changement de paradigme économique devient non seulement une évidence, mais aussi une nécessité « écologique ». Il ne faut pas se cacher que le souci de l'environnement conduit nécessairement à la remise en cause du fonctionnement actuel de notre société et de son économie. La protection de l'environnement imposera à terme de passer d'une économie dont les ressorts sont la croissance effrénée de la production et l'accumulation, à une économie dont la finalité deviendrait le « plein développement des hommes » (François Perroux) par la satisfaction de leurs besoins

fondamentaux dans le respect de leur environnement : non plus produire plus pour accroître la productivité, mais produire mieux pour satisfaire les besoins essentiels de la personne (santé, éducation, culture, logement, conditions de travail, protection sociale, environnement...) dans des conditions de travail dignes et valorisantes ; non plus une finance orientée vers la rente, mais vers l'investissement ; non plus des entreprises qui soumettent les salariés, mais des entreprises qui associent les travailleurs à leurs orientations stratégiques dans le cadre d'une participation bien comprise et généralisée ; non plus un État au service d'une oligarchie, mais un État garant de l'intérêt général dans le souci du bien commun. Mais ce passage va prendre du temps, alors que nous nous trouvons dans une situation d'urgence écologique, et il faut commencer par se soucier en priorité de tout ce qui peut détruire notre environnement, et appliquer les moyens de l'éviter.

Or l'action politique sur l'environnement est aux mains de deux groupes :

- **les partis politiques de gauche et de droite, qui soutiennent le productivisme prédateur ultralibéral**, héritier de ce capitalisme du XX^e siècle qui a de l'économie « une vision limitée aux seuls domaines de la production et de l'échange lui [interdisant] de situer les événements dans leur cohérence globale » (René Passet). Ils n'ont aucune intention de changer la société, et toutes les propositions écologiques mettant en cause le productivisme sont immédiatement rejetées ;

- **ceux des partis écologistes qui ont divinisé un écosystème-Gaïa** « souffrant des interventions de l'homme », qui ont évolué vers une mystique naturaliste où il faut conserver l'écosystème dans un état « sauvage » fantasmé, et qui intègrent dans le combat écologique toutes les dérives sociétales actuelles : antispécisme, wokisme, véganisme, déconstruction du genre et autres folies. Cette dérive les pousse à élaborer des réformes absurdes, sans effet sur l'environnement, et les font développer des formes violentes et inacceptables de militantisme.

Aucun de ces deux groupes ne propose de politique écologique réelle, ce qui veut dire que c'est aux citoyens de s'organiser pour protéger l'environnement.

Écosystème et environnement. – Mais pour cela, et puisque le terme « écologie » est sorti des laboratoires pour envahir le



L'écologie politique ne peut plus être confisquée par les partis et par les idéologues. C'est l'affaire de tous car il en va de notre avenir à tous.

monde politique, il nous faut définir notre écologie dans une acception politique. Elle se décline sur deux niveaux :

- **une Écologie politique**, qui s'appuie sur un corpus de textes et de définitions, qui précise nos buts et nous permet de savoir précisément ce qu'il faut faire et ce qu'il ne faut pas faire pour agir sur l'environnement. Il est clair aussi que l'écologie politique doit placer l'humanité au cœur de ses préoccupations et lui donner la priorité sur toute autre considération ;
- **une politique écologique**, qui est l'ensemble des actions et des moyens mis en œuvre pour appliquer notre Écologie politique. En plus d'utiliser les mécanismes naturels de l'écologie, elle s'appuiera d'un côté sur les principes définis par notre écologie politique, de l'autre sur les moyens et méthodes compatibles avec l'entretien et la sauvegarde de notre environnement, en se refusant à toute posture dogmatique ou technocratique.

Comment agir ? – Cette écologie doit s'appuyer sur des définitions précises de ce que sont l'écosystème et l'environnement, faute de quoi aucune action sérieuse ne pourra aboutir. Nous proposons les définitions suivantes :

L'écosystème est un système auto-organisé intégrant sur une base biogéochimique les vies et les interactions des innombrables êtres vivants qui en

occupent l'espace. Il ne s'agit pas d'un « être vivant et souffrant des attaques de l'homme », comme le prétendent les écologistes, ni d'une corne d'abondance où puiser jusqu'à complète destruction, comme l'imagine le système économique ultralibéral. Étant la somme des organismes vivants sur un lieu donné, il change constamment du fait des naissances et des morts de ces êtres vivants. Il est à la fois « immortel » et en évolution permanente en fonction également de l'apparition, de la domination, de la disparition d'espèces végétales ou animales, et des conditions géochimiques du moment. Il englobe dans un espace donné tous les êtres vivants, et donc évidemment l'homme, qui en est un des éléments actifs les plus importants, puisqu'il a la capacité de transformer profondément le milieu dans toutes ses composantes (biologiques, physiques, géochimiques). N'étant pas un être vivant autonome, l'écosystème n'a évidemment ni conscience, ni capacités cognitives, ni capacités de souffrance, ni souci des êtres (en nombre et en qualité) qui le constituent.

L'environnement est un écosystème dont l'évolution n'est plus laissée au hasard de seuls processus auto-organisés, mais est orientée par l'homme depuis que celui-ci est sur terre, pour qu'il reste adapté aux besoins de l'humanité tout en conservant les caractéristiques

écologiques générales d'un écosystème dans lesquelles les espèces qui cohabitent avec l'homme puissent se développer. L'environnement est donc tout à la fois dépendant de l'écosystème, ce qui fait qu'il subit comme lui les effets du changement climatique ; et de l'humanité, qui peut soit le détruire comme le fait l'écologie prédatrice – et disparaître avec lui –, soit l'abandonner à lui-même, comme le veut l'écologie naturaliste – et, là aussi, disparaître –, soit l'entretenir, et bénéficier de sa production. Puisque l'homme oriente son évolution, l'environnement ainsi transformé – dont la production naturelle est adaptée pour combler les besoins de l'espèce humaine (remplacement de certaines espèces sauvages par des espèces domestiquées : céréales, animaux domestiques, arbres, etc.) – devient un patrimoine commun à l'humanité qui se doit de l'entretenir et le protéger pour pouvoir profiter de sa production, cela quelle que soit la forme sous laquelle il est géré : privé, public, collectif.

Notre Écologie politique se fonde sur le préambule de la Déclaration de Stockholm et sur les définitions et textes que nous donnons dans le présent manifeste. Elle reste bien sûr à préciser dans ses buts, par un travail de réflexion, d'analyse, d'étude de textes et de discussions. Ce n'est qu'ensuite que pourra s'édifier une politique écologique.

En ce qui concerne cette dernière, signalons déjà que toute action environnementale (et non pas « écologique », ce qui n'a pas de sens) devra se réaliser hors de la sphère des idéologies et des partis, même écologistes. Les plus importants de ces derniers sont empêtrés dans « une philosophie devenue folle » (Jean-François Braunstein) et exigent du citoyen soucieux d'environnement qu'il souscrive à des positions sociétales aberrantes. Quant aux autres partis, ils ne s'en soucient pas, ou très peu, ou très mal, puisqu'ils prennent bien garde à ne pas toucher au système productiviste. On est confronté là à un paradoxe majeur : les initiatives citoyennes sont indispensables, mais elles ont très peu de chances d'aboutir à l'heure actuelle, par manque d'information, de pouvoir sur les leviers de la société, etc. ; et les initiatives des partis au pouvoir sont soit inexistantes, soit sciemment inefficaces, et aboutissent en général à un rejet par la population, pourtant sensible aux questions d'environnement et prête à agir si c'est dans le (et avec du) bon sens. Il nous faut donc trouver la forme dans laquelle ces initiatives citoyennes pourront être à la fois utiles et efficaces : c'est un des objectifs du travail actuel. Il faudra faire vite sans cesser de faire bien, car le temps nous est maintenant compté. ■

**Pour suivre et contacter
Mgr le comte de Paris :**
<https://comtedeparis.com/>



Exercice Dacian en Roumanie. La France est-elle prête à la guerre de haute intensité ?

Défense : prolonger le débat

Royaliste analyse régulièrement les insuffisances de notre outil de défense, variable d'ajustement pour les comptables de Bercy. Mais la discussion parlementaire a fait apparaître d'autres problématiques, de nouveaux alignements. Ce débat doit être élargi à tous les citoyens et aller au-delà de la durée de la loi de programmation. Nous avons demandé à un expert reconnu, le général François Chauvancy, de prolonger la réflexion. Une discussion qui doit continuer.

Une LPM qui ne répond pas totalement aux enseignements de la guerre en Ukraine.

par le général François Chauvancy (2S)

L'affrontement terrestre est le symbole de la volonté de résister par le sang versé et les souffrances acceptées. Il reste une hypothèse crédible qui implique une capacité de relève et de recomplètement des unités terrestres. Le combat interarmes (infanterie, blindés, artillerie, génie, dronisation, guerre électronique, transmission et logistique) devient fondamental : manœuvres blindées y compris en franchissant des coupures humides (rivières) ou sèches (fossés antichars), combat en localité avec le coût humain que cela représente, combat « *retranché* ». La notion de front (2 200 km de front en Ukraine, Biélorussie comprise) et le contrôle de territoires sinon de populations redeviennent d'actualité. A moins de refuser le combat en zone urbaine, notamment pour épargner les populations civiles et les destruc-

tions, la conquête des villes devra faire l'objet d'une réelle étude de faisabilité militaire. Or, ce type de mission ne peut être écarté alors que la population mondiale est urbanisée à plus de 50 %, mais après Bakhmout, peut-on imaginer aujourd'hui qu'une ville de plus de 100 000 habitants puisse être raisonnablement conquise avec les moyens existants (cf. Kharkov, Marioupol...) ?

Le feu tue aussi, mais le défaut de munitions produites en quantité suffisante peut conduire à l'inaction sinon à la défaite. L'artillerie, les missiles y compris en profondeur compensant le combat au contact sont de nouveau déterminants, mais la limitation des munitions a fait de la logistique « *munitionnaire* » un facteur du succès, sinon de la victoire. De fait, disposer de la capacité de les produire dans nos industries d'armement sous de courts préa-

vis et en quantité, apprendre à gérer les feux et leur précision constituent des urgences. Les Ukrainiens utilisent entre 5 000 et 10 000 obus d'artillerie par jour (les Russes, plus de 20 000), soit de 150 000 à 300 000 par mois. Les États-Unis en fabriquent 15 000 par mois.

Se posent enfin les questions du coût de l'armement et de sa sophistication. Nos blindés livrés aujourd'hui et dans le cadre de la PLM, conçus il y a plus de dix ans, sont-ils adaptés à un conflit conventionnel de haute intensité ? Faut-il du blindé lourd compte tenu de son prix (Léopard, 5 millions d'euros) par rapport au coût d'une arme antichar (Missile NLAW fabriqué par Thalès et Saab, 20 000 €) ? Comment privilégier la masse, c'est-à-dire un grand nombre de matériels qui fondent dans les combats prolongés ? Leur maintenance notamment électronique sera-t-elle

possible sans nuire à l'efficacité opérationnelle, d'autant qu'en France une grande partie est assurée par les entreprises civiles, loin du théâtre d'opération et de ses dangers ?

*

Autre question qu'il faudra se poser : faut-il repenser l'arme aérienne ? Symbole de la suprématie occidentale depuis les années quatre-vingt pour les frappes en profondeur puis des opérations menées par les Occidentaux, l'arme aérienne, avions ou hélicoptères, a montré ses limites après trente ans de suprématie.

Jusqu'à présent, la destruction des armes sol-air était une priorité de toute action militaire. Or, l'efficacité des armes sol-air a interdit le ciel ukrainien aux avions et aux hélicoptères russes pourtant performants.

En tout état de cause, l'arme aérienne concurrencée par le drone doit désormais conquérir son propre milieu, laissant les forces terrestres assurer leur propre protection sol-air.

S'ajoute à nouveau le rapport coût-efficacité des armements. Hormis certains systèmes comme le Patriot (un missile vaut 3 millions de dollars, un système complet un milliard), un armement sol-air est moins coûteux à produire qu'un avion de guerre. Un missile antiaérien portable Stinger coûte 120 000 euros, mais un avion de chasse Rafale 100 millions d'euros hors armement, un F16, 40 millions.

La « dronisation » dans tous les domaines (renseignement, combat), dans tous les milieux, qu'elle soit militaire ou « civile militarisée », a changé les modes d'action sur le champ de bataille.

Elle économise les hommes, est peu coûteuse en proportion du matériel ennemi qu'elle détruit. Elle crée une menace constante pour l'ennemi. Elle est incluse aux plus bas échelons. 300 drones ukrainiens sont perdus chaque



Le général (2S) François Chauvancy. Saint-cyrien, breveté de l'École de guerre, docteur en sciences de l'information et de la communication (CELSA), il a servi dans l'Armée de terre au sein des troupes de marine. Il est l'auteur de nombreux articles et ouvrages de géopolitique et de stratégie et anime le blog du *Monde* « Défense et sécurité ».

jour. La dronisation sera largement intégrée dans les guerres à venir tout comme les robots de combat. Accroître l'efficacité au combat tout en protégeant le combattant humain sera un enjeu. Le poids des pertes humaines au combat révélées dans la guerre en Ukraine est tel que les grands principes du droit dans la guerre auront peu d'influence face à leur emploi dès lors que le combattant humain devient rare et que sa mort a une influence psychologique sur nos sociétés occidentales. Ces armes devront cependant rester non seulement sous l'autorité des opérateurs humains, mais aussi ne pas exclure l'engagement

physique de l'homme qui le responsabilise dans sa manière de se comporter au combat.

*

Concernant les capacités navales, le conflit russo-ukrainien montre qu'une force navale pouvait être défaite par des missiles et des drones à partir de la terre. En revanche, la capacité de tirer des missiles à distance de sécurité a permis aussi à la marine russe de frapper l'ensemble du territoire ukrainien. À ces enseignements européens s'ajoute la nécessité pour la France, puissance maritime, d'assurer une présence significative et donc en nombre suffisant de bâtiments en Indo-Pacifique, que ce soit pour préserver la liberté de circulation au profit de son économie ou bien, simplement, pour protéger ses départements d'outre-mer, soit la seconde superficie maritime mondiale (11 millions de km²). La question de la vulnérabilité éventuelle des navires de type « porte-avions » – certes nécessaires dans certains types d'engagement – peut désormais se poser face aux missiles hypersoniques et déterminer la composition future de la force navale.

*

Enfin, la guerre de l'information trouve une place de choix, que ce soit par l'intermédiaire de la guerre cybernétique, de la propagande, des opérations d'influence, sans parler des câbles sous-marins ni des satellites qui diffusent l'information sous toutes ses formes. Que ce soit dans une stratégie hybride, un conflit de haute intensité ou de contre-insurrection, la lutte informationnelle n'a cessé de prendre une part croissante dans la stratégie des États en tant qu'outil à part entière de la conflictualité du XXI^e siècle, d'autant qu'elle ne cause pas directement de pertes humaines et que sa dimension hautement technologique séduit. La guerre n'est pas une fin en soi mais vise à amener une paix différente de celle qui prévalait jusqu'alors, donc une victoire si cet objectif est atteint, y compris par cette forme de subversion.

*

Pour conclure, la guerre russo-ukrainienne représente un bouleversement majeur des relations internationales du XXI^e siècle. Les armées se révèlent comme toujours un vecteur essentiel de la défense nationale. La nouvelle LPM tente d'y répondre en préparant la guerre et donc en assumant ce choix afin de dissuader tout agresseur potentiel. Elle ne répond cependant pas aux besoins militaires révélés par le conflit russo-ukrainien... ■

La loi de programmation militaire au Sénat

Une copie améliorée à la marge.

La loi de programmation militaire, dont nous avons analysé les insuffisances, a été examinée par le Sénat. Les sénateurs ont revu le passage budgétaire, qui était largement renvoyé au-delà des échéances électorales, au profit notamment du programme Scorpion de l'Armée de terre. Ils ont demandé à ce que l'hypothèse d'un second porte-avions de nouvelle génération soit étudiée, ajouté une série de bâtiments de transport légers pour l'Outre-mer, prévu la création d'un livret d'épargne dédié à l'industrie de défense. Ces améliorations ne remettent pas en cause l'enveloppe globale de 413 milliards, même si l'accélération permet d'annuler en partie l'effet de l'inflation. ■



Stéphane Bern. Il a fait de la défense du patrimoine une grande cause nationale.

Chez Stéphane Bern

Notre ami Stéphane Bern nous a reçu dans l'ancien collège royal de Thiron-Gardais, qu'il a acquis en 2013, complètement restauré et ouvert au public en 2016. À l'occasion de cette visite, il a bien voulu nous entretenir de ce projet qui lui tient à cœur et, plus généralement, de son action en faveur du patrimoine.

Thiron-Gardais : la naissance d'un village et l'abbaye de Tiron

Le village de Thiron, qui dépendait de la paroisse de Gardais, doit son existence à son abbaye. Cette dernière et, plus tard, la réputation du collège de Tiron attirent toute une population. Si la date précise d'apparition du h dans la dénomination Thiron n'est pas connue, il est communément admis que l'on emploie Thiron pour désigner l'abbaye et Thiron pour le village.

Haut lieu de spiritualité dans le Perche, l'abbaye de la Sainte-Trinité de Tiron fut fondée il y a plus de neuf cents ans. À l'orée du XII^e siècle, un pieux ermite recherche un endroit propice à la prière. Né près d'Abbeville vers 1050, Bernard de Ponthieu se destine d'abord à l'étude des lettres. Il rejoint les bénédictins de l'ordre de Cluny à l'abbaye Saint-Cyprien de Poitiers où sa réputation de sainteté s'affirme. En 1100 un conflit éclate avec les cluniens lorsque les moines de Saint-Cyprien font de lui leur nouvel abbé. Les disciples de Bernard vont trouver Rotrou III, comte du Perche, pour solliciter la donation d'une terre sur laquelle un premier monastère est édifié. L'évêque Yves de Chartres vient sur cette terre en 1109 pour célébrer la messe de Pâques. Rattrapé par l'hostilité des

moines de Cluny, jaloux de son autorité, Bernard trouve refuge sur la paroisse de Gardais grâce à une donation de l'évêque Yves de Chartres. En 1114, Bernard de Ponthieu commence avec quelques disciples la construction de l'abbatiale de Tiron sous la protection de l'évêque et de Rotrou III. L'abbaye se développe rapidement grâce à la réputation de sainteté de saint Bernard de Tiron et à la protection du roi Louis VI le Gros. Elle devient un centre religieux qui rayonnera en France, en Écosse et en Angleterre au sein de l'ordre bénédictin de Tiron. Bernard souhaite revenir à la stricte observance de la règle de saint Benoît. Vivant en suivant cette règle, les moines usent de leurs savoir-faire pour faire sortir de terre l'abbaye de la Sainte-Trinité de Tiron. La règle de saint Benoît de Nursie (480-547) fixe leur mode de vie autour de trois principes : la prière, le travail, et l'étude des textes de la Bible. Avec l'injonction : « *Ora et labora* », « Prie et travaille ».

Rapidement, l'ordre de Tiron essaima à travers le royaume : ce ne sont pas moins d'une vingtaine d'abbayes filles et d'une centaine de prieurés qui voient le jour. Sa renommée est telle que le roi d'Angleterre

Henri I^{er} Beauclerc et son beau-frère, le roi David I^{er} d'Écosse, sollicitent les disciples de saint Bernard pour fonder des abbayes sur leurs terres. L'ascension de l'ordre de Tiron est en marche. À la mort de saint Bernard de Tiron, en 1117, la renommée de l'abbaye de Tiron lui apporte richesses et donations royales : le roi Louis VI le Gros la met dès 1122 sous protection royale, et Henri I^{er} Beauclerc, beau-père de Rotrou III, lui octroie une rente annuelle de 15 marcs d'argent. La fortune de l'ordre de Tiron progresse donc, non sans contredire l'idéal de pauvreté. La crosse d'un abbé de Tiron, qui nous est parvenue et qui date du XII^e siècle, est un des exemples de sa richesse. Si saint Bernard eut à cœur de faire régner la rigueur, ses successeurs n'attendent pas très longtemps pour s'en éloigner. Le passage à la commende vient affaiblir la renommée de l'ordre : à partir de 1551, le roi possède le pouvoir de choisir les titulaires des évêchés et des abbayes, qu'ils soient prêtres ou laïcs. Le titulaire peut disposer des revenus de l'abbaye et en distribuer les bénéfices. Outre la mise en commende, la guerre de Cent Ans puis les guerres de Religion, qui signifient pillages mais aussi relâchement, portent le

coup de grâce aux idéaux de saint Benoît. Le 19 mars 1562, trois mille cavaliers allemands attaquent et pillent l'abbaye qui est alors sous la gouvernance d'Hippolyte d'Este. Après lui, si certains abbés tentent de remettre l'abbaye sur pied, d'autres achèveront de la ruiner.

Du collège de Tiron au collège royal et militaire. – Fils du roi Henri IV et de sa favorite Henriette d'Entraques, Henri de Bourbon-Verneuil n'a que cinq ans lorsqu'il reçoit, en 1606, le titre d'abbé commendataire de Tiron. En 1630, dans une volonté de remise en ordre, il veut fonder un collège à l'abbaye en appliquant l'ordonnance de Charles IX de 1560. Celle-ci donne la possibilité aux congrégations religieuses de fonder des établissements scolaires. Il fait appel aux bénédictins de la congrégation de Saint-Maur pour remplacer les successeurs de saint Bernard de Tiron. Les nouveaux arrivants utilisent les bâtiments pour ouvrir le collège dont la vocation est d'éduquer la jeune noblesse parfois désargentée.

Dès la première année, les parents se pressent pour y envoyer leurs enfants. La réputation du collège croît rapidement. Le roi lui accorde sa protection, à charge d'y accueillir des soldats invalides. Le montant de la pension annuelle se monte à 250, 380 ou 450 livres, au choix de la famille. Un trousseau précisément défini garantit l'uniformité des pensionnaires. La propriété des élèves est soigneusement entretenue. Le régime alimentaire est constitué de repas maigres, élaborés en fonction des saisons et de l'abondance des récoltes. La viande peut être remplacée par une soupe de légumes et des œufs. L'année scolaire s'étend du mois d'octobre au mois d'août. Les jours de classe, les élèves se lèvent tôt : 5h30 l'été, 5h45 l'hiver. Le dimanche et les jours de fête, le réveil est prévu à 6h30. Lorsque les pensionnaires disposent d'un temps de récréation – c'est rarement le cas –, ils peuvent jouer aux dames, aux échecs, au billard, aux quilles... Les jeux de cartes et de dés sont interdits.

Le programme pédagogique du collège comprend un enseignement théorique (écriture, belles lettres, arithmétique, géographie, langues...) complété de pratique : escrime, danse, botanique. L'apprentissage de la botanique est novateur. Puisque l'on forme de futurs propriétaires terriens, ceux-ci doivent apprendre à travailler la terre. L'étude de la faune, de la flore et de l'arboriculture est primordiale. Dans le jardin du collège, chaque élève se voit confier une parcelle de terre. Lieu de culture et de méditation pour les moines depuis le XII^e siècle, le jardin devient un lieu d'étude pour les élèves au XVII^e siècle.

Le collège royal et militaire. – L'ordonnance de Louis XVI, datée de 1776, « portant la création des cadets-gentilhommes dans les troupes de Sa Majesté », décide l'instauration de douze collèges royaux et



Thiron-Gardais. Le collège restauré et ses jardins.

militaires en France. Ces établissements préparent à l'École royale et militaire de Paris, créée par Louis XV. Le roi a été conseillé par le comte de Saint-Germain, son secrétaire d'État à la Guerre. Loin de l'image trop souvent attribuée à Louis XVI, le roi écrit (1) : « *Le plus précieux avantage de l'éducation publique est de ployer les caractères, d'étouffer l'orgueil que la jeune noblesse est trop aisément disposée à confondre avec l'élévation, et d'apprendre à considérer sous un point de vue juste tous les ordres de la société* ». La noblesse argentée peut engager des précepteurs pour ses enfants. Il n'en est pas de même pour les enfants d'officiers du roi et de la noblesse moins riche, qui peuvent prétendre entrer dans un collège royal et militaire pour bénéficier d'un enseignement.

Pour y être admis les enfants doivent avoir entre 8 et 11 ans, savoir lire et écrire, se soumettre à un test d'aptitude et présenter des titres de noblesse. Les parents ont à leur charge l'achat du trousseau, identique pour chaque pensionnaire. Le comte de Saint-Germain définit avec précision les conditions de vie au collège, propres à renforcer la résistance des pensionnaires. Toutefois, « *on ne maltraitera jamais les élèves par des paroles injustes, et encore moins par des coups* » (1). Les collèges royaux et militaires enseignent au XVIII^e siècle un « tronc commun » comprenant la langue française, la langue allemande, les mathématiques, la religion. En plus, chacun d'eux propose des enseignements qui lui sont propres.

Au collège royal et militaire de Thiron-Gardais, les élèves ont entre 7 et 15 ans. Petite noblesse terrienne et orphelins ou fils modestes d'officiers se côtoient. Les bâtiments d'étude comprennent une salle

de danse et cinq classes non chauffées, la salle d'étude, située au-dessus des classes et voisine de la chambre du religieux. Face aux bâtiments d'enseignement, est érigé un bâtiment à l'architecture plus royale, en équerre, rassemblant les chambres des élèves, celles des professeurs laïcs, la salle d'écriture et le bureau du procureur. En 1789, le procureur dom Huet indique que le collège peut accueillir 120 élèves, dont la moitié d'élèves du roi. Certains de ces élèves connaîtront un destin singulier. C'est le cas du marquis Bernard-René Jourdan de Launay, qui sera gouverneur de la Bastille et l'une des premières victimes de la Révolution. En 1778, un certain Napoléon Bonaparte est admis comme élève boursier au collège de Thiron-Gardais, sous condition de la présentation de ses titres de noblesse. Napoléon a donc bien ses quatre degrés d'ancienneté dans la noblesse. Mais son père, Charles Bonaparte, préférera l'enseignement plus scientifique de Brienne.

Fermeture, démantèlement, restauration. – Lorsque survient la Révolution de 1789, l'abbaye de Tiron est déjà sur le déclin. Ses bâtiments sont endommagés et portent les marques de l'incendie accidentel de 1785 qui a détruit l'aile ouest ainsi que de nombreux trésors. En 1789, l'Assemblée constituante confisque les biens ecclésiastiques, dissout les congrégations religieuses (février 1790) puis décrète la Constitution civile du clergé (juillet 1790). La fermeture de l'église abbatiale a lieu en 1792. Les derniers trésors sont volés ou dispersés. Le 9 messidor an IV (27 juin 1796), les bâtiments religieux sont vendus à Étienne Taullé, un ancien élève et professeur qui s'emploie à les démolir. Comme les autres collèges royaux et militaires, celui de Thiron-Gardais est fermé par décret en 1793.

Après la Révolution, le collège passe en de nombreuses mains privées. En 2005, le conseil général d'Eure-et-Loir achète la propriété. Il cherche alors un projet culturel porteur de développement touristique. La vente à Stéphane Bern est conclue à la Grange aux Dîmes de Thiron-Gardais le 24 février 2013. Le nouvel acquéreur ouvre les lieux au public en 2016, après une restauration importante du site. Le paysagiste Louis Benech intervient dans les jardins. Dans l'orangerie, un salon de thé accueille les visiteurs. En dehors de la visite du musée et des jardins, divers événements (Fête des jardins, Nuits contées au collège...) animent les lieux.

ALAIN SOLARI.

(1). Stéphane Bern, *La vie retrouvée d'un collège royal*, Albin Michel, septembre 2022.

Collège royal et militaire de Thiron-Gardais, 12 rue de l'Abbaye, 28480 Thiron-Gardais.
Tél. : 02 37 49 79 54
www.collegeroyal-thirongardais.com

« Notre patrimoine est un trésor qui n'est pas délocalisable. »

Entretien avec Stéphane Bern

Pourquoi as-tu choisi de t'installer ici ?

Stéphane Bern : Je suis venu à Thiron-Gardais en décembre 2012 et je suis tombé amoureux de cet endroit qui était en ruine. Face à d'autres acquéreurs possibles, j'ai présenté au Département un projet qui a été retenu parce que j'étais le seul à vouloir l'ouverture au public et avec l'idée que ce ne serait plus un domaine privé, selon le vœu émis par la famille qui avait été propriétaire depuis la Révolution jusqu'en 2005.

J'ai entrepris de faire un musée qui raconte l'histoire de l'abbaye et celle du Collège royal et militaire, fondé selon des principes d'une grande modernité puisque le roi Louis XVI voulait dompter la noblesse qui confondait l'élévation avec l'arrogance. Il a également décidé que les enfants de la noblesse seraient élevés avec les enfants appartenant à d'autres catégories sociales, qui bénéficiaient d'une bourse royale.

Vivre dans un collège me convenait. Je ne me voyais pas acquérir un château. Le château symbolise la gloire et la puissance, alors que ce Collège, c'est la connaissance et la transmission. Il était donc logique que je veuille partager le patrimoine avec le public. J'ai acheté ces lieux au prix des Domaines, donc peu cher, mais ensuite il a fallu tout refaire en empruntant beaucoup.

Tu es loin de Paris !

Mais c'est ce qui m'a plu ! Cette maison m'a permis de devenir un rural et de comprendre la réalité du monde rural d'aujourd'hui, dans une zone blanche, sans services publics. Ici je mesure à quel point les gens de Paris ignorent cette réalité et je vois les enjeux politiques. Chez nous, Marine Le Pen a fait 55 % au deuxième tour alors que nous n'avons ni étrangers ni délinquants. Nous sommes à 145 km de Paris, mais les gens ont l'impression qu'ils ont été abandonnés. On a tout fait pour les villes, on a tout fait pour les banlieues mais rien pour la ruralité. Or, après le Covid, beaucoup veulent retrouver la campagne. Nous le voyons dans le Perche, où les maisons se vendent très vite car les gens ont besoin de retrouver de la convivialité. De ce point de vue, nous sommes privilégiés à Thiron-Gardais, puisque nous avons une boulangerie, une boucherie, deux supérettes, un marchand de journaux, une banque. Mais la Poste est partie et le bureau de poste se trouve dans la mairie. Nous sommes protégés des éoliennes parce que nous sommes dans un parc na-



STÉPHANE BERN

turel régional, mais tout autour de nous les habitants se révoltent contre la méthanisation et dénoncent les fermetures de classes. Je suis heureux d'être à Thiron-Gardais car je peux accueillir des visiteurs. Nous sommes ouverts de mai à septembre et nous accueillons douze à treize mille visiteurs par an. J'accueille des élèves, l'unité de sécurité civile qui est basée à Nogent-le-Rotrou, les gendarmes... Le patrimoine, ça se partage. Les gens qui viennent ici me remercient moins pour mes émissions que pour mon action en faveur du patrimoine. Pour ma mission officielle, certes, et pour ce que je fais ici. Nous faisons tout pour que les visiteurs découvrent l'histoire et ce beau jardin, pour qu'ils aiment leur patrimoine, pour qu'ils l'entretiennent et le sauvegardent.

Tous les Français ne bénéficient pas de cette possibilité...

Il faut une prise de conscience. On parle de l'identité, des racines. Dans les villages, c'est de l'identité non hystérisée. Souvent, l'église est le seul monument du village. Ce n'est pas seulement un lieu de culte mais aussi un lieu de culture. Ici, j'ai accueilli cent élèves dans le cadre des Vacances apprenantes lancées par Jean-Michel Blanquer. Trois élèves sur cent avaient déjà visité un monument historique ! J'ai parlé de ce résultat avec le ministre et je lui ai demandé pourquoi il n'y avait plus de visites patrimoniales. Il m'a répondu que tout est

devenu très compliqué. Pour emmener un enfant dans une sortie scolaire, il faut l'autorisation des deux parents, ce qui n'est pas simple quand les parents sont divorcés, et les professeurs n'arrivent plus à trouver de mères accompagnatrices. Il y a aussi les élèves qui ont l'autorisation de faire une photo et ceux qui ne l'ont pas, etc.

Si on n'aide pas la jeune génération à aimer son patrimoine, alors c'est fichu. Nous sommes le premier pays visité au monde. Ce n'est pas à cause de notre don des langues ni à notre sourire, mais à la richesse de notre patrimoine et au fait que nous sommes un pays exceptionnel par la diversité de ses paysages. Notre patrimoine est un trésor qui n'est pas délocalisable.

Y a-t-il un développement de l'activité à Thiron-Gardais depuis que tu as reconstruit et embelli ce domaine ?

Oui, bien sûr. Grâce à l'afflux de visiteurs, une auberge a ouvert. Nous avons nous-même créé six emplois mais d'autres ont été créés dans le village, qui sont durables et qui sont occupés par des jeunes. Pour la rénovation des bâtiments, nous avons fait travailler une centaine d'artisans d'art – charpentiers, couvreurs, tailleurs de pierre – et toujours des entreprises locales ou régionales.

Avec le recul, je m'aperçois que cette entreprise était une folie mais, sur le moment, je ne m'en rendais pas compte. C'est l'œuvre de ma vie. Maintenant que le plus difficile est fait, je m'efforce de réfléchir à long terme et de créer un outil économique afin que ce domaine puisse vivre sans moi. Nous avons créé une association de tous les collèges royaux et militaires et nous sommes en lien avec Brienne-le-Château et La Flèche, par exemple, pour mutualiser nos moyens. J'ai racheté la boulangerie qui est à côté et qui va devenir un salon de thé. Au-dessus du musée, j'ai organisé une grande bibliothèque consacrée à l'histoire de la monarchie dans le monde. Il faut faire vivre le monument et lui assurer une pérennité économique.

D'où l'idée de créer une fondation...

Montaigne pensait que pour vivre tranquille, il faut apprivoiser la mort. J'aimerais que les gens puissent continuer à venir après ma mort car nous leur racontons une vraie histoire, qui fait partie de l'histoire de France. ■

Propos recueillis par
Alain Solari et Régine Judicis.

Un débat autour de Georges Sorel

Après l'entretien que nous a donné Jacques Julliard sur l'oeuvre de Georges Sorel et l'article de Gérard Leclerc sur Sorel, maître d'énergie (cf. *Royaliste* n^{os} 1255 et 1257), notre ami, le philosophe Lucien Jaume, émet un point de vue nettement plus réservé sur l'auteur des *Réflexions sur la violence* : si Sorel ne peut pas être taxé de « fascisme », nul doute que Mussolini et les siens ont amplement utilisé ses écrits ; quant à l'idée d'une « violence créatrice », méfiance ! L'oeuvre de Sorel continue à faire débat et c'est tant mieux.

Chers amis, je crois utile de répondre à l'article de Gérard Leclerc sur « Sorel, maître d'énergie » (*Royaliste* du 22 mai), sous deux points de vue.

D'une part, la phrase « Fut-il réellement l'inspirateur du fascisme mussolinien ? Il y a de bonnes raisons d'en douter » me paraît erronée. Étant plongé depuis longtemps dans la littérature fasciste en vue d'une publication, je constate avoir rencontré des dizaines de fois (peut-être une centaine) l'affirmation : Sorel est, avec Mazzini, notre grand inspirateur par ses *Réflexions sur la violence*. Hier, je consultais les *Entretiens avec Mussolini* d'Emil Ludwig : le Duce cite souvent Nietzsche (sur lequel il a écrit dans sa jeunesse), et parfois Sorel. Le jeune Mussolini, membre des socialistes, a écrit une longue recension (dans *Il Popolo*, mai et juin 1909), alors que les *Réflexions* viennent d'être traduites, et il affirme : Sorel est « véritablement notre maître » (Pierre Milza, *Mussolini*, Fayard, pp. 112-113). En effet, lié aux ouvriers du syndicalisme révolutionnaire et membre de l'aile radicale du parti socialiste, Mussolini cherche comment tourner les socialistes sur leur gauche.

Le grand sophiste-philosophe, idéologue officiel du régime fasciste (52 volumes des *Œuvres complètes*), Giovanni Gentile, explique dans des brochures fameuses des années 20 à 30, que Sorel était particulièrement approprié (avec Proudhon et Bakounine) pour la fondation du fascisme, car ce dernier a absorbé, pour l'une de ses composantes, le courant syndicaliste-révolutionnaire ; lequel courant participe notamment à la création des Faisceaux de combat, le 29 mars 1919, place San Sepolcro à Milan. Mussolini, qui a dirigé successivement plusieurs journaux socialistes, dont *Avanti!*, a compris qu'il pouvait s'appuyer sur cette violence ouvrière (qui est endémique à la sortie de la Grande Guerre). Il conduira donc l'extrême gauche à l'extrême droite, selon un jeu qu'on voit ailleurs.

Lorsque les Faisceaux attaquent, le 15 avril 1919, un défilé socialiste (devant le Duomo de Milan), ce qui produit quatre morts, et lorsqu'ils incendient le siège d'*Avanti!*, quotidien socialiste, Mussolini applaudit : « C'est cela l'héroïsme. C'est cela la violence. C'est cela la violence que j'approuve, que j'exalte » (Frédéric Le Moal, *Histoire du fascisme*, p. 91). À tort ou à raison, il considère que c'est la leçon de Sorel.



Georges Sorel. Son œuvre continue à faire débat.

Une remarque ici. On ne peut pas « expliquer la Terreur de 1793-1794 » par Jean-Jacques Rousseau (cité par Robespierre, Saint-Just, etc.), qui avait d'ailleurs condamné explicitement toute idée de révolution populaire. Comme je l'ai écrit ailleurs, la question féconde serait : pourquoi font-ils appel à Rousseau ? La démarche d'analyse peut alors s'évader de la notion vague d'« influences ». De même, le fascisme ne « s'explique pas par Sorel » ; mais pourquoi, et sur quoi, tous les grands leaders du mouvement font-ils appel à lui ?

En tout cas, il est clair que, dans le fascisme des années 30, la construction de l'État corporatiste est à l'opposé de la pensée de Sorel. Mais je ne peux ici me prononcer sur le contenu de cette pensée. Je voulais seulement rappeler l'accord des historiens et la très grande convergence sur ce point des sources historiques (dont je pourrais donner des éléments). Il convient de consulter les historiens (les deux ouvrages de Milza et de Le Moal sont excellents), ce que je fais dans les quatre langues que, du moins, je peux manier – et de parcourir

Lectures

Au péril des identités

Dans tous les domaines, la pulsion identitaire vise à défaire le lien politique, national et local. Trop souvent flattés par des élus régionaux, les ethno-régionalismes illustrent ce processus.



Le sous-titre du livre de Benjamin Morel est source de malentendus. Ce n'est pas le régionalisme en tant que tel qui engendre le séparatisme mais l'ethno-régionalisme. Le régionalisme, qui procède de l'amour des régions françaises, de leurs coutumes spécifiques et des langues ou des parlers locaux, a inspiré l'idée de la décentralisation. L'ethno-régionalisme est une idéologie moderne, apparue à la fin du XIX^e siècle, qui reproduit en tous lieux le même processus subversif.

Il ne s'agit plus de défendre les cultures régionales et locales en sauvegardant les langues historiquement parlées en certains lieux, mais de construire une identité non pas distincte mais séparée de la collectivité nationale. On célèbre un peuple originel au risque de la mythologie, on lui prête des qualités héroïques et ce récit fictif peut aller jusqu'à la reconstitution d'une langue purgée de toute influence « étrangère ». Cette *novlangue* est utilisée comme un marqueur identitaire qui permet de donner une apparence d'unité au territoire revendiqué par les ethno-régionalistes. Ces procédés sont particulièrement visibles en Bretagne, où des panneaux bilingues fleurissent à l'entrée de villes et de villages où l'on n'a jamais parlé breton. Il s'agit de créer une unité essentielle entre le peuple tel qu'il a été inventé, la langue telle qu'elle a été reconstituée et le territoire tel qu'il a été redessiné par les théoriciens identitaires. Les effets sont impérieux, à défaut de pouvoir être impérialistes, comme on le vit après 1968, lorsque les partisans de l'Occitanie voulurent imposer leur langue en Corrèze où le parler local était en train de disparaître. La poussée ethno-régionaliste se fait toujours au détriment des « *petites patries* » locales.

En France, l'ethno-régionalisme est souvent considéré comme un folklore plus ou moins radical mais peu dangereux. C'est négliger les dynamiques qui sont à l'œuvre chez nos voisins italiens, espagnols et britanniques, dont nous nous croyons à tort préservés. La logique de surenchère qui a conduit, par exemple, à l'émergence d'un natio-

nalisme écossais, ne nous est pas épargnée. Les nationalistes corses invoquent la Nouvelle-Calédonie, des élus bretons vont étudier la Communauté européenne d'Alsace et, dans les collectivités décentralisées, des politiciens de droite et de gauche multiplient les signes de connivence avec les groupes ethno-régionalistes. L'objectif est double. Les candidats trouvent des militants qui attireront des électeurs – rares lorsqu'il s'agit des élections régionales. Ils peuvent utiliser des signes et des thématiques – drapeaux, chants, célébrations identitaires – beaucoup plus parlantes que les austères comptes rendus de mandat. C'est ainsi que l'on en vient à accepter des revendications d'autant plus radicales que, dans la mouvance ethno-régionaliste, il y a aussi surenchère entre les modérés et les extrémistes.

Confrontées à ce processus, les élites parisiennes ne cessent de faire des concessions qui rendent illisible la décentralisation et qui contribuent à la dislocation de l'unité nationale. Le danger ne vient pas des groupes ethno-régionalistes, marginaux et divisés, mais de l'irresponsabilité de la gouvernance oligarchique.

YVES LANDÉVENEC.

► Benjamin Morel, *La France en miettes, Régionalismes, l'autre séparatisme*, Le Cerf, 2023.

Une révolution dans nos imaginaires

En étudiant les échecs de la Révolution française, Jean-Clément Martin bouscule les représentations d'un événement dont les contradictions demeurent déterminantes pour saisir notre identité collective.



Qu'on l'admire ou qu'on la déteste, la Révolution hante nos imaginaires collectifs et ce sont toujours les mêmes scènes qui reviennent, comme dans les rêves et les cauchemars. Les historiens militants peuvent alimenter la

machine à fantasmes en nous livrant tantôt des pages sublimes, tantôt des récits horribles. D'autres, après des années de travail, s'efforcent de nous tirer de nos songes en nous montrant diverses facettes d'une réalité à jamais insaisissable dans sa totalité. Pour des raisons familiales qu'il expose et par tournure d'esprit, Jean-Clément Martin appartient à la catégorie de ceux qui travaillent dans

l'immense corpus fasciste (livres, brochures, journaux, décrets).

D'autre part, ma deuxième remarque concerne l'enthousiasme pour l'énergie et la violence, ce qui n'est pas sans rapport avec aujourd'hui là encore. Je lis : « *Il a tenté de penser l'impensable même : une violence créatrice et régénératrice, source de moralité, exercice de liberté* ». Je dois dire que cette formulation, je la retrouve sans cesse, mot pour mot, dans le corpus des textes fascistes. L'idéologue Giovanni Gentile en fait un véritable refrain. En effet, ce mouvement se déroulant entre la Grande Guerre (dont les futuristes et les pré-fascistes font un éloge immense comme « *beauté de la violence* », Marinetti notamment) et la République de Salò (où Mussolini est gardé par les SS), il se veut une régénération morale, religieuse et politique du peuple italien « *abâtardi par les vieux partis* » et par l'absence d'idéal. Il suffit, par exemple, de consulter *Dottrina del fascismo* (accessible, en français sur Internet), écrit par Mussolini et Gentile : il est aussitôt affirmé que le fascisme est une conception spirituelle, une nouvelle religion qui crée et soude la communauté, elle-même soumise par l'État aux plus hautes valeurs morales, etc. La « *spiritualité fasciste* » est développée des centaines de fois par Gentile et consorts : cf. le livre du grand historien Emilio Gentile, *La Religion fasciste* (Perrin), qui a publié plusieurs livres et divers articles sur cette question.

Violence et spiritualité sont les principes du fascisme, qui conduisent aux mots d'ordre suivants : « *Croire (d'abord), puis obéir, et enfin combattre* ».

J'ai donc quelque réticence à penser « *violence créatrice* » et « *énergie* », y compris dans le climat d'aujourd'hui. ■

LUCIEN JAUME.

Pour poursuivre et approfondir le débat autour de l'œuvre de Georges Sorel :

► Entretien avec Jacques Julliard « *Présence de Georges Sorel* », *Royaliste* n° 1255 du 24 avril 2023.

► Gérard Leclerc « *Georges Sorel, maître d'énergie* », *Royaliste* n° 1257 du 22 mai 2023.

► Georges Sorel, *Réflexions sur la violence*, préface de Pierre-André Taguieff, Krisis, juin 2023.

► Arthur Pouliguen, *Georges Sorel, le mythe de la révolte*, Éditions du Cerf, mars 2023.

► Revue *Mil Neuf Cent* n° 32, *Sorel inconnu, méconnu, reconnu*, avec une introduction de Jacques Julliard, janvier 2014.

► *Georges Sorel en son temps*, sous la direction de Jacques Julliard et de Shlomo Sand, Seuil, novembre 1985.

► Georges Goriely, *Le Pluralisme dramatique de Georges Sorel*, Marcel Rivière, janvier 1962.

l'incertitude et bousculent les idées reçues, sans chercher la provocation, par un savant mélange de prudence méthodique et d'audace dans le questionnement.

La Révolution rêvée comme un trait de feu dans la nuit absolutiste bute sur l'idée que les acteurs de 1789 se font de leurs actions et sur l'évolution du concept de révolution. Au XVII^e siècle, la révolution anglaise est, au sens premier, astronomique : le retour à la monarchie après la dictature de Cromwell. En France, un siècle plus tard, ceux que nous appelons les premiers révolutionnaires se désignent comme « patriotes » en lutte contre les « aristocrates ». Ces derniers sont ensuite dénoncés comme « contre-révolutionnaires » par ceux qui vont dès lors se considérer comme des révolutionnaires.

Quand la Révolution en vient à se regarder comme un bouleversement radical, elle prétend s'accomplir au nom d'un peuple qu'elle n'a jamais su définir. L'identité du peuple se construit selon une classique logique d'exclusion publique – celle des contre-révolutionnaires, des « brigands » de la Vendée, des adversaires du groupe qui exerce la réalité du pouvoir...

Pire, cette identité récuse le rôle des femmes et refuse aux colonisés les droits hautement proclamés le 26 août 1789. C'est dire que l'égalité en droits ne s'observe pas dans la société. Même la volonté d'éradiquer la noblesse doit être fortement mise en doute. La noblesse militaire d'Ancien régime joue un rôle majeur dans les guerres de la Révolution : c'est un petit noble, Maximilien de Robespierre, qui incarne au plus haut point la vertu révolutionnaire et c'est un autre petit noble, corse celui-là, qui met un terme aux désordres thermidiens.

Nul relativisme dans ces analyses qui paraîtront iconoclastes à la gauche, mais qui sont irrécupérables par les tenants de la contre-révolution. La Révolution a bien eu lieu et elle s'est pleinement accomplie lors du coup d'État du 10 août 1792 qui fait advenir une première République qui ne parvient pas à instituer les principes dont elle se réclame. Mais ces principes seront générateurs de droits tangibles et l'État sort renforcé des tragédies qui marquent la Révolution entre 1789 et 1799.

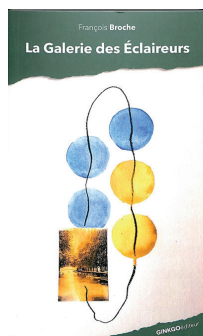
Jean-Clément Martin nous incite à toujours repenser la dialectique de la révolution instituante et de la révolution instituée dans une République soucieuse de reprendre le contrôle d'une violence qui suit son cours avec Thermidor jusqu'au coup de force bonapartiste. Il faut, encore et toujours, révolutionner la Révolution française.

ANNETTE DELRANCK.

► Jean-Clément Martin, *Penser les échecs de la Révolution française*, Tallandier, octobre 2022.

Une compagnie de mousquetaires

Nos lecteurs connaissent bien l'œuvre historique et littéraire de François Broche, son évocation de l'épopée de la France libre, ses biographies lumineuses de Maurice Barrès, d'Anna de Noailles ou de Léon Daudet. Il n'avait pas encore eu l'occasion de démontrer ses talents de collectionneur, de témoin et de portraitiste. Voilà qui est fait avec cette *Galerie des éclairés*.



Les 54 portraits d'intellectuels français récents livrés ici forment une collection toute personnelle. On n'y trouve aucune figure imposée, aucun de ces maîtres à penser ennuyeux, confits dans leurs certitudes et persuadés d'avoir fermé l'histoire de la philosophie : ni

Sartre, ni Merleau-Ponty, ni Deleuze, ni Guattari. On y croise en revanche une belle brochette d'écrivains, d'historiens, de philosophes, de sociologues, quelques politiques ou militaires, qui ont en commun leur liberté d'esprit. Ce qui fait l'unité de ces « non-conformistes », c'est la volonté de poser quelques vérités « simples et éternelles », d'essayer de « penser juste », en se plaçant délibérément en avant de leur siècle, d'où leur rôle d'éclairés. Quitte à être oubliés ou méconnus ? Qu'importe à nos éclairés s'ils sont entrés, la plupart du temps, au purgatoire après leur disparition : « Ils ne s'y trouvent pas trop mal car la compagnie y est triée sur le volet ».

On ne s'étonnera pas d'y rencontrer quelques belles figures proches de nos idées : Barrès, Bernanos, Boutang, Saint-Exupéry au premier chef, suivis de près par Pierre Gaxotte, Philippe Ariès, Jules Monnerot, Daniel Halévy ou par le très royaliste Charles Benoist, dont il

faudra exhumer un jour toute l'œuvre juridique. D'autres encore qui continueront longtemps à nous inspirer : Marc Bloch, Simone Weil, Jacques Ellul, Fernand Braudel, Alfred Sauvy et, dans le champ des lettres françaises, Alexandre Vialatte, Philippe Murray, Dominique de Roux ou l'immense Albert Thibaudet.

Pour chacun d'eux, Broche fait œuvre de miniaturiste : en quelques pages, à travers un petit nombre d'anecdotes ou de citations choisies, il livre l'essentiel de l'homme et de son œuvre. On est pris de nostalgie en entendant Boutang tonner contre ceux qui « depuis 160 ans mentent, trichent, empoisonnent un pays qui meurt lentement de bêtise ». On est frappé par la lucidité prophétique d'un Alfred Sauvy qui met en garde contre une France qui s'appauvrit parce qu'elle ne produit plus : « Ne voyez-vous pas, jeunes ou vieux, que l'économie active croule sous le poids de la non-activité ? Croyez-vous qu'en remplaçant des producteurs de richesses par des consommateurs, nous en serions plus riches ? Approuvez-vous cette marche à l'hospice ? ». Et l'on est au bord des larmes, dans ces temps cruels pour le pays, en écoutant la prière de Senghor : « Ah ! Seigneur, éloigne de ma mémoire la France qui n'est pas la France, ce masque de petitesse et de haine sur le visage de la France ! »

Une fois le livre refermé, on sort confirmé dans l'idée que la France du XX^e siècle fut un carrefour de la pensée contemporaine et que ces 54 francs-tireurs y contribuèrent plus que beaucoup de faiseurs de système, anglo-saxons ou tudesques. Le moindre hommage à leur rendre est de les servir dans une belle langue. Celle de François Broche est au rendez-vous : alliant le talent du conteur à une grande précision dans l'exposé des idées, elle passe sans discontinuité de la légèreté à la profondeur. C'est sans doute la meilleure marque de fabrique de la France.

PAUL GILBERT.

► François Broche, *La Galerie des éclairés*, Ginkgo, janvier 2023.



Le philosophe royaliste Pierre Boutang figure en bonne place dans le livre de François Broche.

DR.



par Gérard Leclerc

Blaise Pascal, cœur et esprit

Le quatrième centenaire de la naissance de Blaise Pascal devrait être l'occasion de resituer au cœur de la culture française l'importance de l'œuvre de l'auteur des *Pensées*. Est-elle si évidente ? La récente édition d'un inédit de Michel Foucault intitulé *Le Discours philosophique*, ne fait aucune mention de Pascal, alors que Nietzsche y occupe une place capitale. Pourtant, l'intéressé éprouvait pour le Français la plus vive estime : « *Je suis prêt à l'aimer* ; écrit-il à un correspondant, *parce que son enseignement fut pour moi incommensurable : le seul chrétien logique*. » Le mot logique est à prendre dans le sens d'une cohérence intérieure, d'une exigence absolue qui n'admet aucune concession au divertissement ou à la médiocrité. Car, par ailleurs, la pensée ne cesse d'affronter des paradoxes aussi bien dans l'ordre de la science que de la théologie. Mais il n'y aurait là rien pour déconcerter l'auteur d'*Aurore*. Bien au contraire. C'était le signe même de la logique de qui n'éprouve aucune crainte d'aller au terme de son combat intellectuel.

On ferait donc bien de suivre le conseil de Nietzsche et d'aller outre aux préjugés des Lumières et à l'hostilité d'un Voltaire. Peut-être conviendrait-il alors de ressaisir le natif de Clermont(-Ferrand) comme au seuil de sa maison, peut-être pas souriant à la manière de La Fontaine, mais proche de nous, car nous proposant d'aller au fond de notre commune condition humaine. C'est le premier mérite du très beau documentaire qu'Yves Bernanos a réalisé pour la chaîne de télévision KTO. Sans fuir aucunement les questions souvent ardues qui se posent à l'intelligence, le film remet Pascal en situation, son œuvre étant liée intimement à son existence, jusque dans la rédaction de ses documents. Ainsi nous est-il précieux d'avoir devant les yeux le manuscrit des *Pensées* dans son inachèvement. Nous sommes associés à une aventure intime, qui se prolonge au-delà de la mort en nous livrant un secret.

Ce secret, il a été cousu dans le pourpoint de l'écrivain. Le mémorial de sa conversion ! Le père Jean-Robert Armogathe estime qu'il s'agit moins d'un texte mystique qu'ascétique. Car Pascal y a fixé à jamais son intime certitude, qui relève certes d'une illumination mais surtout d'une appréhension de ce qu'est le mystère de la foi. C'est à son propos que François Mauriac pouvait écrire : « *Cette nuit du 23 novembre 1654 domine de très haut l'histoire de la spiritualité française : miracle d'équilibre entre l'esprit et l'âme et qui ne s'est produit nulle part ailleurs, il me semble : accord de la sainteté et du génie humain dont je ne connais aucun autre exemple dans aucune littérature*. »

L'avantage du film sur l'écrit est d'offrir la figure à l'encontre de l'abstraction pure, mais il y a aussi le piège de l'image qui est de rendre captif de l'imagination au détriment du message de fond. Précisément, la grâce de l'ouvrage réalisé par Yves Bernanos est d'établir une totale correspondance entre la représentation et le message. On est frappé par la beauté de ce qui nous est proposé, et cette beauté est toute au service de l'intelligence de cet étonnant destin et de la fulgurance du déchiffrement opéré de notre présence en ce monde. De ce point de vue, le passage des *Pensées* le plus décisif demeure celui sur les trois ordres, l'ordre de la chair, l'ordre de l'esprit et celui de la charité. Dans le film, Pierre

Manent le commente. Chaque ordre développe sa logique propre et non sans éclat. La gloire des grands capitaines a quelque chose d'unique, tout comme la force rationnelle des savants. On peut s'interroger sur l'éclat propre à la charité qui ne va pas sans humilité extrême. Le mystère de l'apparaître de Jésus Christ, c'est sa douceur. Une douceur qui a conquis le monde du fait d'un éclat qui n'a rien à voir avec celui des grands et des savants. Pascal aurait sans doute acquiescé à l'association d'Urs von Baltasar entre la Gloire et la Croix. La beauté indicible qui transparaît dans l'offrande du plus terrible des supplices. « *Tous les corps ensemble, et tous les esprits ensemble, et toute leur production, ne valent pas le moindre mouvement de charité. Cela est d'un ordre infiniment plus élevé*. »

Une des performances du documentaire d'Yves Bernanos est de concentrer en moins d'une heure l'ensemble d'une vie, de ses recherches et de ses activités. Rien n'est oublié, tout est expliqué par les meilleurs spécialistes. Et l'effrayant génie selon Chateaubriand avait d'abord effrayé son propre père, interdit d'une telle précocité. Y a-t-il exemple dans l'histoire d'une fusion semblable entre la science, la philosophie et la théologie ? Démonstration de l'existence de la pression atmosphérique, invention du calcul des probabilités, création de la machine à calculer... Voilà qui aurait suffi à occuper une vie bien remplie. Mais Pascal a une ambition plus haute, qui n'est pas inspirée par l'orgueil. L'énigme de l'existence lui commande de dépasser tous les systèmes. Bien avant Kierkegaard, il a exploré l'espace de l'existentialisme. Et puis le chrétien a eu quand même une chance assez extraordinaire, celle d'avoir vécu au sein du « *siècle des âmes* » et d'avoir participé à l'aventure de Port-Royal. Yves Bernanos a préféré centrer son film sur la singularité de la personne, car il est vrai qu'à trop évoquer Port-Royal, on risque d'entrer dans les querelles infinies du jansénisme, avec ses complications théologiques et l'immense dossier que constituent dans notre histoire nationale la création et le développement de cette abbaye qui fascineront l'incrédule Sainte-Beuve, au point qu'il lui consacra une somme considérable. Les lycéens d'autrefois étaient invités à lire cette somme qui n'intéresse aujourd'hui que quelques esthètes de la culture.

Nietzsche aussi était intéressé par Port-Royal dont la seule existence montrait à son avis que la France était « *la nation la plus chrétienne du monde* », avec des personnages qui incarnaient le christianisme au-delà de toutes les ébauches possibles. Mais cela ne l'empêchait pas de faire un sort particulier au seul Pascal, pour lui « *le seul chrétien logique* ». Le grand mérite du film d'Yves Bernanos est d'avoir, en quelque sorte, illustré ce propos, en n'envisageant que le seul tracé d'une vie où le cœur et l'esprit ouvrent les portes du mystère de la charité. ■

► **Blaise Pascal, de cœur et d'esprit.** Une production Crescendo Media Films pour KTO, réalisée par Yves Bernanos que l'on peut suivre sur le lien suivant : <https://www.ktotv.com/video/00426965/blaise-pascal-de-coeur-et-desprit>

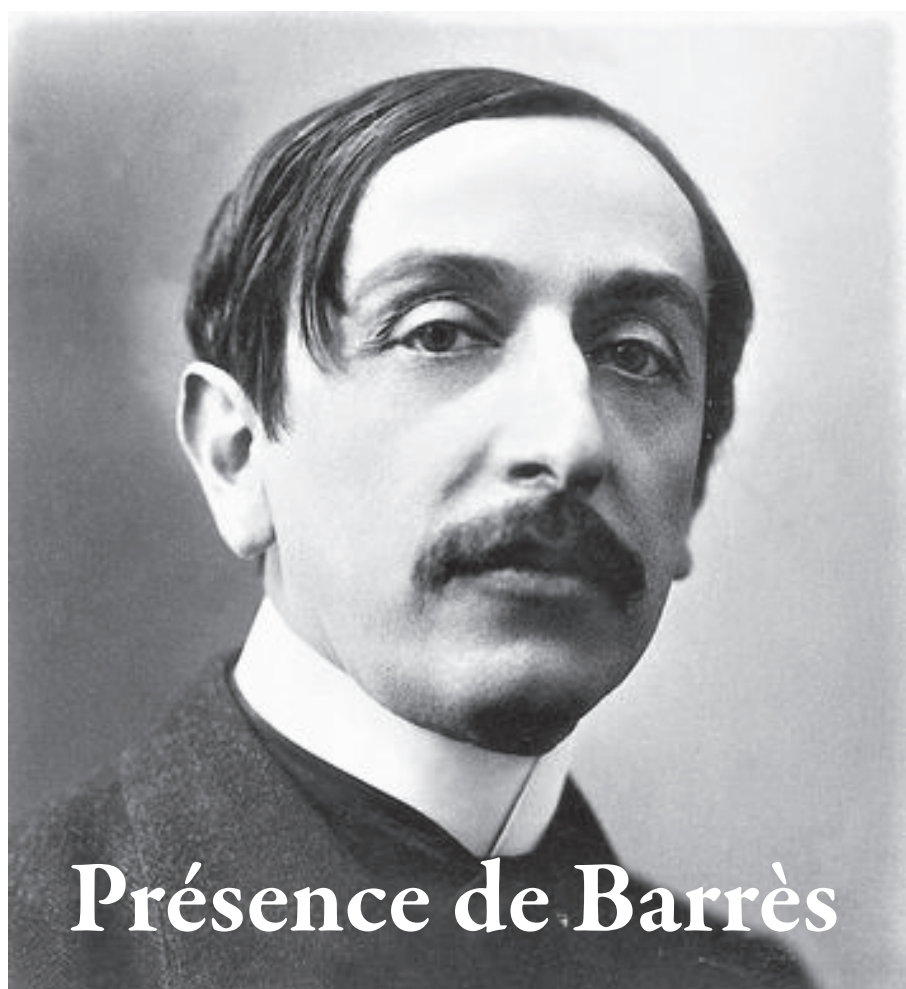
L'homme Barrès est mort le 4 décembre 1923. Il est mort une seconde fois le 20 janvier 1946 au moment où le général barrésien qu'était le de Gaulle de la guerre choisit de démissionner parce qu'il n'avait pas les moyens de mener sur le Rhin la politique de Barrès. Le dernier grand politique barrésien né en 1916 n'est mort, lui, que le 8 janvier 1996 : François Mitterrand.

Présence de Barrès en 2023 ? Il y a des tranchées en terre européenne. Barrès y est. Il y a des « *provinces perdues* » entre Ukraine et Russie. Barrès y est. Il y a des Aborigènes en Australie et en Nouvelle-Guinée qui se battent pour leurs collines inspirées. Barrès y est. Le président-poète sénégalais Sédar Senghor l'avait mobilisé au profit de la négritude. L'on se bat en Syrie et dans les pays du Levant. Barrès y est. Avant tout le monde, il avait identifié que la clé de la région était en Iran chiite.

Sans même aller loin, des gens en France se lèvent pour la protection de sites naturels, de leurs paysages familiers, de leurs vaches. Barrès est parmi eux. Il y a des églises de France qui sont démolies, converties en salles des fêtes, vendues à des particuliers. Barrès est là. Et l'Allemagne ? Le Rhénan Adenauer est mort. Kohl, un autre Rhénan, est mort. Les bastions de l'Est n'en sont plus. Nous n'avons plus, bien à tort, les yeux rivés sur la ligne bleue des Vosges. Qui va sauver Strasbourg, capitale européenne, face à Berlin ou à Bruxelles ? Barrès encore et toujours.

Uchronie. – On peut tout à fait imaginer une histoire différente si Barrès avait vécu au-delà de l'âge de soixante et un ans. Il avait conçu d'autres formules de coopération rhénane qu'une politique de force conduite par un huissier accompagné de gendarmes. Le président Millerand en 1924, qui avait des idées plus innovantes, eût pu s'appuyer sur lui au lieu d'être, lui aussi, contraint à la démission. Barrès eût soutenu l'autre Lorrain, Lyautey, face à Pétain. On n'imagine pas un instant Barrès envisager l'évacuation de Mayence en 1930, ni bien sûr se trouver démuné face à la remilitarisation de la Rhénanie en mars 1936. L'ami de Jean Jaurès et de Léon Blum – eh oui ! – aurait réalisé l'union nationale face au nazisme bien plus tôt.

Barrès n'appartient pas qu'aux historiens ou aux littéraires qui se le disputent. Il fut un politique non pas d'avant-hier mais d'après-demain (Jean-Marie Domenach). Pour ne retenir que celui qu'il était devenu : en mars 1922, quoique non-inscrit, il est promu à la vice-présidence de la commission des Affaires étrangères de la Chambre des députés. Il avait été élu sans interruption à Paris depuis 1906 (après avoir été député de Nancy de 1889 à 1893). Les œuvres auxquelles il tenait le plus sont issues de ses travaux parlementaires : *La Grande Piété des églises de France* et *Une enquête aux pays du Levant*. La grande aventure



Présence de Barrès

« *Êtes-vous là, Barrès ?* » Comme l'huissier du procès surréaliste du 13 mai 1921, je convoque Barrès, non pour le juger, « *le condamner ou l'absoudre* », mais pour « *l'inviter à siéger parmi nous* » (Pierre de Boisdeffre).

de sa vie entière avait été la récupération de l'Alsace-Lorraine. La victoire de 1918, la libération de Metz et de Strasbourg, n'étaient pourtant pas définitives comme il eût pu le constater s'il avait vécu jusqu'en 1940 et 1944. La « *garde sur le Rhin* » pour Barrès ne s'était pas terminée en 1918. Il ne cessa alors d'écrire sur l'Allemagne : ses conférences à l'université de Strasbourg en 1920 sur le « *génie du Rhin* », son article à la *Revue universelle* de Bainville les 1^{er} et 15 janvier 1922 : « *Quelles limites donner au germanisme intellectuel ?* » Sa manière n'était en aucune façon de renier tout ce qui venait d'Allemagne ; nul n'était plus que lui pétri de culture allemande, qu'il aimait sincèrement. Sa manière n'était pas d'opposer systématiquement une culture à l'autre puisqu'il allait jusqu'à prôner une forme de « *fusion* », mais, comme le titre l'indique, de marquer les limites en tant que nationaliste français.

Étendre et enraciner. – Le mot est lancé : « *nationaliste français* ». Entre 1871 et 1914, on sait ce que c'est (Raoul Girardet). Mais après la Grande Guerre ? En conclusion de son article précité, Barrès

se réfère à une de ses chroniques, publiée le 19 avril 1915 : « *Nous élargirons notre nationalisme en projetant de la lumière dans la notion nationale allemande* », et il ajoutait : « *avec d'autant plus de force probante que nous y déploierons moins de passion et plus de nuance.* »

Barrès nous oblige. Qu'est-ce qu'être nationaliste français en 2023, ou plutôt que sera-ce en 2030 et au-delà ? « *Je l'étends* », disait-il encore de l'expression. « *Plus je l'étends, plus je l'enracine ; plus je l'enracine, plus je l'étends* ». La formule notée à la lecture d'un article des années 1960 ne m'a jamais quitté. Loin d'opposer « *la mer et les vivants* » de l'ambassadeur Paul Claudel à « *la terre et les morts* » de Maurice Barrès, la mondialisation à l'identité, le cosmopolitisme au multiculturalisme, la politique et la littérature ont pour fonction de les concilier dans un dépassement toujours plus exigeant. On ne saurait congédier ni l'une ni l'autre : Maurice Barrès, Cher Maître, restez encore un peu avec nous. Nous avons besoin de vous. ■

DOMINIQUE DECHERE,
ancien ambassadeur de France,
président de la Société des lecteurs de Maurice Barrès.

Maurice Barrès, du Rhin à l'Oronte

Chantre du patriotisme, Barrès n'en fut pas moins un voyageur insatiable.

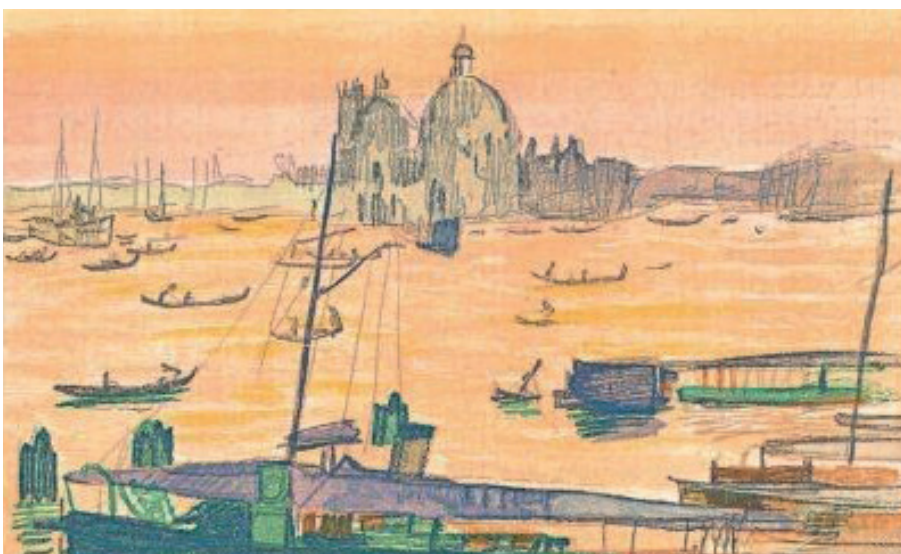
« Être français, c'est justement prendre en considération autre chose que la France », écrivait Witold Gombrowicz. Une assertion que, tout député nationaliste qu'il fût, Maurice Barrès n'aurait pas reniée. En effet, il ne cessa de voyager et d'en tirer des récits et des œuvres littéraires. Il en fut ainsi de l'Italie du Nord (*Du Sang, de la volupté et de la mort* puis *Amori et dolori sacrum*) comme de l'Espagne (*Gréco ou le secret de Tolède*), de la Grèce (*Le Voyage de Sparte*) comme du Proche-Orient (*Une enquête aux pays du Levant*).

De l'Espagne, Barrès goûtait la violence aride que symbolisait à ses yeux la ville de Tolède, joyau castillan enserré par le Tage : « *Les raisons de Tolède ? C'est un superbe dialogue entre la culture chrétienne et l'arabe, qui s'assailent et puis se confondent.* » Les toiles du Greco, et en particulier *L'Enterrement du comte d'Orgaz*, lui en fournirent la meilleure clef de lecture. Barrès a séjourné à Venise pas moins de sept fois entre 1887 et 1916. « *Cette ville m'a toujours donné la fièvre* », confia-t-il au début d'*Amori et dolori sacrum*. La Sérénissime est pour lui l'endroit le plus favorable au monde, « *aux rêveries sur le Moi* ». C'est la ville pleinement humaine qui ne laisse aucune prise à la nature : l'eau est domestiquée, les arbres sont presque totalement absents.

Fleuves lointains. – Si Maurice Barrès arpente la Grèce en 1900, c'est l'exploration des strates historiques successives qui l'anime et non le regret de la pureté antique : « *Cette Grèce, où nous venons prendre des leçons de classicisme, a fourni plus qu'aucun lieu des couleurs au romantisme.* » On lira ou relira à ce sujet avec profit *Le Voyage de Sparte*. C'est en 1914 que Maurice Barrès accoste en Orient, à Alexandrie puis à Beyrouth. Il visite Alep et Antioche en Syrie et va, tel Alexandre le Grand, jusqu'aux rives de l'Euphrate.

Pour comprendre cette attirance de Barrès pour les pourtours du bassin méditerranéen, il faut se rappeler qu'il n'a eu de cesse d'arrimer sa Lorraine natale à l'espace latin et qu'il aurait souhaité le faire pour l'espace rhénan qu'il rêvait de voir devenir plus largement français. Lieu de rencontre privilégié de la latinité et du germanisme, la Lotharingie doit pour lui opter pour la première. La Lorraine de Barrès est donc bien plus proche de l'Italie que de l'Allemagne.

Dernier roman publié par Barrès de son vivant, *Un Jardin sur l'Oronte* déclencha de vives polémiques en 1922, entre



Venise, porte de l'Orient. Illustration de Maurice Denis pour *La Mort de Venise*.

les jeunes critiques catholiques et maurassiens qui reprochaient à l'écrivain de tourner le dos à la religion de ses pères, au prétexte que ce livre décrivait les amours d'un jeune croisé du XIII^e siècle et d'une musulmane en Syrie. La pudique sensualité orientale qui se dégage de ce texte choquait les jeunes thomistes français épris de morale. *A posteriori*, cette sévérité paraît bien excessive, et Barrès en fut blessé. Demeure un texte où respire la fascination exercée par l'Orient sur l'auteur : « *Les jardins de Qalaat étaient réputés parmi les plus beaux de la Syrie, dans un temps où les Arabes excellaient dans l'art d'exprimer avec de l'eau et des fleurs leurs rêveries indéfinies d'amour et de religion.* »

Barrès est un peintre de notre littérature et de notre histoire. Toute sa vie, il a recherché la proximité de la lumière : « *Sparte, le soir où j'y parvins, embau-mait le lilas en fleur. Parmi les blanches maisons de ce grand village neuf, je crus, au premier regard, retrouver l'Andalousie, Grenade par exemple, d'où l'on voit, tout en brûlant, les neiges du Cerro de Mulhacén. Mais à l'ouest de Sparte, le fleuve Eurotas, en s'écoulant parmi ses désolations, fait avec le mont Taygète, un accord sublime.* » ■

JÉRÔME BESNARD.

► Emmanuel Godo, *Maurice Barrès, le grand inconnu*, Tallandier, avril 2023.

La Société des lecteurs de Maurice Barrès

Cette année 2023 marque le centenaire de la mort de Maurice Barrès. Au-delà des controverses, liées à l'époque, sa mémoire demeure à travers des œuvres qui ont fait l'admiration de plusieurs générations de lecteurs et il semble aujourd'hui nécessaire de rassembler largement autour d'elles un nouveau public.

C'est pour cela qu'a été constituée, le 23 mars 2023, sous une forme associative, la Société des lecteurs de Maurice Barrès. Elle se donne pour but de valoriser les études barrésiennes en France et à l'étranger (recherches, colloques, éditions) et de mettre en valeur l'actualité de l'œuvre. Elle a le projet d'organiser, fin 2023, une manifestation nationale d'hommage à Barrès.

Son conseil d'administration est présidé par Dominique Decherf, ancien ambassadeur de France. Olivier Dard, professeur à la Sorbonne, en assure la direction scientifique et Jérôme Besnard le secrétariat général. **Son siège social est fixé au 60 rue de Fontenay, 92350 – Le Plessis-Robinson.**

Un comité de patronage apporte son soutien aux activités de l'association. Parmi la trentaine de personnalités qui ont déjà répondu à notre appel, on peut citer MM. Jean-Luc Marion, académicien français, Georges-Henri Soutou, membre de l'Institut, Jacques Legendre, ancien ministre, Jean-Jacques Gaultier, député des Vosges, les historiens François Broche, Arnaud Teyssier (président du conseil scientifique de la fondation Charles de Gaulle) et Éric Anceau, les universitaires Frédéric Rouvillois, Michel Leymarie, Christophe Boutin, Michel Grunewald et Robert Kopp, les écrivains Emmanuel Godo et Michel Bernard, les journalistes Patrice de Plunkett et Gérard Leclerc.

Pour adhérer à la Société des lecteurs de Maurice Barrès, il vous suffit d'adresser un courrier au siège de l'association, en précisant vos coordonnées et en joignant votre cotisation (chèque à l'ordre de Frédéric Aimard). Le tarif des cotisations pour l'année 2023 est fixé à 50 € (tarif général), 100 € (membre bienfaiteur), à partir de 200 € (mécène). ■

Jean-Marie Lelièvre et le centenaire des 24 Heures du Mans

Jean-Marie est né le 27 juillet 1900, dans la famille de l'assureur René Lelièvre (1863-1914). En 1905 il est scolarisé chez les jésuites à Sainte-Croix au Mans. En 1910, Antoine de Saint-Exupéry (1900-1945) arrive dans la ville (1) et entre au même collège. Du haut de ses douze/treize ans, Saint-Ex crée l'Association Louis XIV dont le but est de rétablir la monarchie. Avec son camarade Max de Viloutreys, il rédige et imprime des tracts. Dès 1913, Jean-Marie devient un ami de Tatane (Saint-Ex). Le futur aviateur-romancier quitte Le Mans en 1915 pour aller vers d'autres cieux. Lelièvre passe ses bachots et entre à la faculté de droit.

Très actif dans le milieu étudiant, le jeune homme fait des conférences au cercle Henri Vaugois de l'Action française. En 1920, il organise et dirige la section des étudiants royalistes dont il devient président. Il fait annoncer, dans le quotidien, ses fiançailles (1922) avec mademoiselle Madeleine Ory (1901-1976) et la naissance de ses enfants, René (1923) et Marie-Paule (1925). Licencié en droit, il est embauché par la Mutuelle générale française, MGF (2), assurance fondée par son grand-père, et en devient le directeur dans les années trente.

Parallèlement à ses activités professionnelles et politiques, Jean-Marie Lelièvre, passionné d'automobile, prend sa carte en 1920 à l'Automobile Club de l'Ouest (ACO), association fondée le 24 janvier 1906. En 23, celle-ci organise son premier « Grand Prix de Vitesse et d'Endurance de 24 Heures ». Le samedi 26 mai, trente-trois voitures s'élancent sur un tracé de 17 kilomètres. Les 24 Heures du Mans sont nées ! En 1937, l'assureur Lelièvre est élu membre du conseil d'administration de l'ACO.

La ville du Mans se trouve en zone occupée. En septembre 1940, Jean-Marie Lelièvre, directeur général de la MGF est nommé président du Secours national (3) pour la Sarthe. En même temps il décide d'entrer en rapport avec le deuxième bureau de l'Armée et devient un correspondant du réseau de renseignement Kléber. Il réussit à sauver du travail obligatoire de nombreux jeunes. Les Éclaireurs israélites (EI) conduisent dans des « colonies », organisées par le Secours national, des enfants qui échapperont ainsi à la déportation.



Jean-Marie Lelièvre (1900-1976).

« On disait de lui qu'il était 'dans la lune' et nous en profitions pour le taquiner. Ce qu'il n'aimait pas. Ses colères ne duraient pas longtemps et nous redevenions très vite bons amis. »

Jean-Marie Lelièvre à propos d'Antoine de Saint-Exupéry, revue *Icare*.

À la Libération, pour les élections, le grand résistant Christian Pineau (du réseau Libération nord) est « parachuté » au Mans par la SFIO. Pour se faire connaître dans la région, il participe au comité d'épuration et réclame une sanction contre le président Lelièvre. Ce dernier est arrêté comme collaborateur-pétainiste et va rester huit jours embastillé. Plusieurs personnes interviennent pour sa défense dont Freddy Menahem, des EI. Il sera « blanchi » mais les « mutuelles, assurances » seront nationalisées... Les seules vraies victimes seront les sociétaires qui perdent leur association au bénéfice de l'État. De son côté, en 1947, Jean-Marie Lelièvre est nommé, en Conseil des ministres, président-directeur général de la MGF, poste qu'il occupera jusqu'en 1966.

Pendant la guerre et l'Occupation, la course des 24 Heures est suspendue. Dès la Libération, l'ACO reprend ses activités. Le 25 juin 1949, à 16 heures, le président de la République Vincent Auriol donne le départ de la 17^e édition.

En 1951, Jean-Marie Lelièvre est élu président de l'Automobile Club de l'Ouest. Il le restera jusqu'en 1973. Il a créé les centres mobiles de sécurité

(1953), reconstruit le circuit en 1956, lancé le Critérium du jeune conducteur, le musée de l'Automobile, la création du circuit Bugatti, le nouveau tracé du circuit Maison Blanche, la retransmission à la télévision...

Sous son autorité, pendant vingt et un ans, les 24 Heures du Mans vont participer à la modernisation de la France. En effet, de nombreuses innovations des fameuses Trente Glorieuses – en ce qui concerne la première industrie française : la voiture – sont issues des avancées technologiques expérimentées au Mans. Le président Lelièvre décède le 11 avril 1976 en son manoir de Beaucé à Solesmes. ■

FRANÇOIS-MARIN FLEUTOT.

(À suivre : Des royalistes contre les nazis, René Lebarillier.)

► Thierry Dehayes, *Pique la lune : sur les pas de Saint-Exupéry en Sarthe*, éditions de la Reinette, 1998.

► Gérard de Cortanze, *L'Histoire des 24 Heures du Mans pour les Nuls*, éditions First, 2016.

► Hervé Guyomard et Pierre-André Bizien, *L'ACO, un siècle de vie associative et sportive*, éditions Transit, 2011.

(1) Son grand-père, Fernand de Saint-Exupéry, refusant de servir la République, démissionne de ses fonctions préfectorales et s'installe au Mans. On retrouve plusieurs membres de la famille Saint-Exupéry à la Ligue d'Action française dès 1909 et ce jusqu'en 1939. Évidemment, des comptes rendus des œuvres d'Antoine sont publiés. Les plus célèbres sont de Robert Brasillach (16 mars 1939) et de Thierry Maulnier (21 janvier 1943). C'est Paul Dugler, le royaliste fondateur du réseau des résistants d'Alsace, qui portera la dernière lettre du romancier à sa mère en janvier 1944.

(2) Son grand-père, Jean-Marie Lelièvre (1836-1883), avoué à Mamers, a créé la Mutuelle générale française accidents (MGFA). En 1884, plusieurs Mutuelles se réunissent. En 1918, Gustave Singher invente la nouvelle Mutuelle du Mans, qui en 1922-1923 regroupe les trois autres Mutuelles sous le nom de Mutuelle du Mans Accidents : le groupe MMA est né.

(3) Le Secours national a été fondé en 1914, à l'initiative de l'Alsacien Albert Kahn, chargé d'apporter de l'aide aux militaires et aux populations civiles. Un décret du 29 septembre 1915 le reconnaît d'utilité publique. En 1939, Georges Pichat (membre du conseil d'État) est nommé à sa présidence par Daladier. Un an après, un décret du 4 octobre 1940 place le Secours national sous la haute autorité de Pétain. Malgré des pressions constantes, Georges Pichat le maintient dans ses strictes obligations, refusant d'appliquer le statut des Juifs, refusant qu'il soit soumis aux préfets, etc. Il est détesté des pétainistes et des collaborateurs. L'association, de droit privé, sera dissoute à la Libération.

Brèves royales

■ **5 juin. Turin.** – Renonciation annoncée d'Emmanuel-Philibert de Savoie à la succession de la maison de Savoie. Dans un entretien au *Corriere Torino*, le prince de Venise, à l'occasion de ses 51 ans (il est né le 22 juin 1972), a indiqué qu'à la mort de son père, Victor-Emmanuel, 86 ans, prince de Naples, fils unique du dernier roi d'Italie, Umberto II, il passera son tour en investissant sa fille aînée Vittoria, princesse de Carignan, qui aura 20 ans en fin d'année. Victor-Emmanuel a en effet aboli la loi salique en décembre 2019. Vittoria et sa sœur Luisa, 16 ans, princesse de Chieri, toutes deux étudiantes en Angleterre, sont les filles de la princesse Clotilde, née française, Clotilde Courau. En 2023, Vittoria a déjà représenté sa famille aux obsèques de Benoît XVI. Elle était présente au 40^e anniversaire de la mort du roi Umberto à l'abbaye de Hautecombe en Savoie, où se trouve la nécropole royale.

■ **15 juin. Milan.** – Funérailles nationales de Silvio Berlusconi au Duomo, en présence d'Emmanuel-Philibert de Savoie. Le 12, Victor-Emmanuel avait envoyé, depuis sa résidence genevoise, un vibrant message de condoléances au nom de toute la famille de Savoie, reconnaissant à l'ex-Premier ministre de la levée, le 23 octobre 2002, de la loi d'exil qui l'avait frappée pendant 56 ans.

■ **17 juin. Londres.** – Première cérémonie de « l'anniversaire du souverain », *Trooping the Colour*, maintenue à la même date par le roi Charles III (qui est né un 14 novembre). Ne sont apparus au balcon du palais de Buckingham que les membres « actifs » de la maison Windsor, soit quatorze personnes y compris les trois petits-enfants du monarque, ceux de son fils William.

■ **17-23 juin. Djakarta.** – Visite d'État en Indonésie de l'empereur du Japon, Naruhito, 63 ans, et de l'impératrice Masako, 59 ans. Ce fut leur premier voyage à l'étranger depuis leur intronisation en 2019, à l'exception des funérailles de la reine Élisabeth II en septembre dernier. Le Japon a occupé les Indes néerlandaises de 1942 à 1945. Le père de Naruhito, l'empereur Akihito, s'y était déjà rendu en 1991. Le Japon est le principal partenaire de l'Indonésie.

Akihito, qui fêtera ses 90 ans en décembre, fils et successeur de Hirohito en 1989, avait

abdiqué en faveur de son fils en avril 2019. Le couple impérial n'ayant qu'une fille, le prince héritier est le frère de l'empereur, Fumihito, prince d'Akishino, 57 ans, qui, lui, a un fils, Hisahito, 17 ans le 6 septembre.

■ **20-23 juin. Bruxelles.** – Visite d'État en Belgique des souverains néerlandais, qui s'est déroulée à la fois à Bruxelles, en Wallonie (Charleroi) et en Flandres (Anvers).

■ **1^{er} juillet. Amsterdam.** – Excuses officielles du roi des Pays-Bas, Willem-Alexander, « en tant que roi et membre du gouvernement », à l'occasion du 150^e anniversaire de l'affranchissement des esclaves des anciennes colonies du Surinam et des Caraïbes (1873), pour « l'inaction » des souverains de la Maison d'Orange à l'époque.

MARIE-JO YORK

Royaliste en couleur

Ce numéro d'été de *Royaliste* paraît pour la 4^e année consécutive sur 24 pages, **mais pour la première année entièrement en couleur !** Le développement du journal s'est poursuivi depuis l'été dernier avec la publication de plusieurs numéros sur 20 pages et d'un numéro spécial en mai dernier consacré aux questions de défense, au moment où ce texte était examiné par le Parlement.

Royaliste va progressivement se « coloriser ». Nous allons enrichir nos thèmes de réflexion : la défense nationale, bien sûr, mais aussi l'avenir de nos territoires d'outre-mer, la crise de l'Union européenne marquée par la détérioration des relations franco-allemandes, « l'économie de la drogue »... Nos mois d'été seront également consacrés à la rénovation du site Internet de la NAR.

Ces perspectives encourageantes sont possibles parce que l'équipe de rédaction du journal s'est élargie : *Royaliste* compte aujourd'hui une vingtaine de rédacteurs réguliers et autant de rédacteurs occasionnels. Sur des thèmes comme la justice, la défense, l'éducation, l'agriculture, l'outre-mer, le numérique, le cinéma, la langue française ou la littérature, nous faisons appel à des spécialistes. Notre journal est maintenant imprimé, diffusé, conçu par des professionnels.

Ces perspectives, nous les devons à nos lecteurs dont le soutien ne nous a jamais fait défaut, comme le démontrent les résultats encourageants de notre premier appel à souscription.

Royaliste va prendre comme chaque année ses quartiers d'été jusqu'en septembre. Notre numéro de rentrée sera diffusé le 11 septembre. D'ici-là, bonnes vacances à tous !

Avant vos congés, n'oubliez pas de contribuer à notre souscription, les mois d'été étant ceux où notre trésorerie est la plus fragile.

Pour souscrire, il suffit de nous adresser un chèque à l'ordre de **NAR**, en précisant « pour la souscription ». Il est aussi possible de souscrire en ligne sur notre site <http://nouvelle-action-royaliste.fr/agir/donation>.

Revue Cité - n° 3

DOSSIER : Faut-il en finir avec les élites ?

■ **Tous en baskets : les élites ont-elles renoncé à la distinction ?** par Pierre Bonnay.

■ **Une élite unique est en train d'advenir en France**, entretien avec Éric Anceau.

■ **Tout se tient dans les malheurs d'un peuple. La crise systémique de la formation des élites**, par Arnaud Teyssier.

■ **Intellos : une élite en perdition ?** par Philippe Arondel.

■ **De la production d'idées au suivisme d'élites : les partis politiques ont-ils renié leur mission initiale ?** par Aloïs Lang-Rousseau.

■ **Il est impérieux d'en revenir aux fondamentaux de la morale publique et républicaine**, entretien avec Olivier Bianchi.

MAGAZINE : Recensions. – Expositions. – Cinéma. – Littérature. – Chroniques.

Pour s'abonner à Cité ou acheter ce numéro directement en ligne : <https://revuecite.fr/abonnement/>



Maison de France

Nous publions dans ce numéro le manifeste *Pour l'écologie politique* de Mgr le comte de Paris. Ce manifeste a été mis en ligne sur le site Internet du Prince dont l'adresse est la suivante : <https://comtedeparis.com/>

Nous incitons nos lecteurs à en faire la diffusion la plus large possible sur les réseaux sociaux, auprès de leurs amis et des personnalités – maires, conseillers départementaux et régionaux, présidents d'associations environnementales, syndicalistes – qu'ils pourraient connaître.

Royaliste

Directeur de la publication : Y. Aumont

Rédaction-administration

Bloc C – B.A.L. 13

36-38, rue Sibuet, 75012 Paris

Téléphone : 06 43 11 36 90

lejournald@nouvelle-action-royaliste.fr

ISSN 0151 – 5772

Édité par la NAR

RNA W751214282 Siret 897 894 127 00017

Imprimé par Atenor

Siret 398 678 219 00021

Dépôt légal à parution.

Publication d'information générale et politique.
CPPAP n° 0324 D 84801 jusqu'au 31/03/24.

Rejoignez-nous ! Abonnez-vous !

Je m'abonne à *Royaliste*

VERSION PAPIER ☐ TROIS MOIS (20 €) ☐ SIX MOIS (30 €) ☐ UN AN (50 €) ☐ UN AN SOUTIEN (120 €)

VERSION PDF ☐ UN AN (40 €) ☐ UN AN SOUTIEN (50 €)

☐ Je paye par chèque à l'ordre de **Nouvelle Action royaliste**

Nom/prénom :

Adresse :

Code postal/Ville/Pays :

Tél. portable : Courriel :

Bulletin – réponse à retourner avec votre règlement à
NAR, Bloc C – Boîte 13 – 36-38, rue Sibuet – 75012 PARIS

Les informations sont destinées à *Royaliste*. Elles sont enregistrées dans notre fichier à des fins de traitement de votre abonnement. Conformément à la loi Informatique et Libertés du 6/01/1978 modifiée et au RGPD du 27/04/2016, elles peuvent donner lieu à l'exercice du droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, à la portabilité des données et à la limitation des traitements ainsi qu'au sort des données après la mort. Pour cela écrire à l'adresse du journal, en joignant une photocopie de votre pièce d'identité.



par Bertrand Renouvin

Pour restaurer l'autorité

Après la mort tragique du jeune Nahel, l'inflation verbale a accompagné les images de désolation. On sait que mal nommer les choses ajoute aux malheurs du monde, et c'est pourquoi il faut plus que jamais peser ses mots.

Guerre civile ? Le fantasme du nettoyage ethnique qui traîne dans les colonnes du *Figaro* relève de la prophétie autoréalisatrice. Loin des logiques identitaires, les incendies et destructions touchent la population laborieuse des quartiers pauvres, sans distinction d'origine.

Insurrection ? Les bandes qui sont à l'œuvre ne veulent pas prendre le pouvoir, même local, mais détruire les bâtiments et viser des personnes qui le symbolisent.

Nous sommes confrontés à des émeutes, suivies de pillages. La colère soulevée par le meurtre de Nahel a été pour partie spontanée. Elle a aussi été encouragée par les intellectuels et les dirigeants de la gauche radicale. Leur fantasme de révolte populaire s'est brisé sur la dynamique du pur et simple pillage, commis par de très jeunes gens qui vivent dans leur monde de violence et qui, maintenant, font peur aux militants d'ultra-gauche venus exploiter la situation.

Cette extrême jeunesse des pillards frappe les observateurs patentés, qui s'étonnent de leur sens tactique face aux policiers, comme si les jeunes-des-cités étaient nécessairement des imbéciles. Les médias feraient mieux de s'inquiéter de l'état d'abandon dans lequel se trouve une grande partie de la jeunesse des quartiers réputés « difficiles » ou « sensibles » après quarante années d'une « politique de la ville » jalonnée d'innombrables discours et rapports sur un sujet hautement polémique.

Témoins de cette politique et acteurs dans divers quartiers, nous devons rappeler les erreurs monumentales commises par la gauche et la droite.

Création de courroies de transmission sous la forme d'associations aussi bien financées que mal implantées dans les cités, par un Parti socialiste incapable de remplacer le Parti communiste déclinant dans la fonction d'encadrement des banlieues pauvres qui lui était implicitement dévolue.

Régulation sécuritaire des « quartiers sensibles » abandonnée volontairement aux *dealers* et aux imams intégristes, de l'aveu même de hauts fonctionnaires.

Récupération ou destruction des associations bien implantées dans les quartiers populaires, par volonté de contrôle partisan ou à la suite d'un marché électoral conclu avec les islamistes.

Gestion technocratique de la politique de la ville, un temps confiée à un voyou affairiste après élimination de Banlieues 89

qui proposait une politique cohérente.

Suppression de la police de proximité et promesse provocatrice de *nettoyer la banlieue au Kärcher*...

Ponctuée de révoltes, cette gestion erratique et minimaliste des « quartiers » a abouti à une croissante perte de contrôle qui s'est concrétisée par la radicalisation religieuse, la généralisation de l'économie souterraine et le désintérêt de la classe dirigeante pour des jeunes livrés à leur sort et conviés à trouver en eux-mêmes la solution à leurs problèmes. Solution d'autant plus impossible à trouver que les logiques néolibérales de « compétitivité » concurrentielle, de désindustrialisation et de métropolisation reposent sur l'exploitation systématique d'une main-d'œuvre sous-payée et reléguée dans les périphéries urbaines – frappée par un chômage endémique et aujourd'hui durement touchée par la hausse des prix alimentaires.

Somme toute, la gouvernance oligarchique assure la régulation néolibérale en achetant du temps par l'envoi de « chèques » de survie et en laissant se développer le marché de l'économie souterraine, non sans avoir calculé que les groupes mafieux assureraient par leurs propres moyens le maintien de l'ordre dans les quartiers qu'ils contrôlent.

C'est dans ce contexte que l'oligarchie appelle les familles à prendre leurs responsabilités vis-à-vis des enfants mineurs et que les médias – coconstructeurs de l'événement avec les émeutiers – dissertent sur la crise de l'autorité. Ces leçons de morale et de philosophie politique pourraient être entendues si la gouvernance ne donnait pas des preuves spectaculaires de son irresponsabilité et de son immoralité. Emmanuel Macron s'éclate dans des boîtes de nuit africaines lors de voyages officiels. Alexis Kohler, secrétaire général de l'Élysée, a été mis en examen pour prise illégale d'intérêts. Marlène Schiappa est compromise dans un scandale financier. Ce sont les premiers responsables de la crise de l'autorité. Comment pourraient-ils imposer le respect, eux qui ne respectent rien ?

La classe dirigeante ne veut pas savoir qu'elle vit sous le regard du peuple menu des chauffeurs, des serveurs, des employés, des policiers qui la protègent, des *dealers* qui l'approvisionnent, des prostituées qu'elle fréquente. Revenus dans les quartiers périphériques, ces témoins muets des bavardages ignobles, des marchandages répugnants et des mille manifestations du mépris dont ils sont écrasés, ne sont pas comme des chiens qui retournent à la niche. Ils se souviennent, jugent et refusent. Pour eux, comme pour la majorité des Français, il n'y aura pas de restauration de l'autorité sans l'exemplarité de ceux qui se proposeront pour le service de la nation. ■

Sommaire

Page 2 – L'univers des droites. – Sur le mur de Jean Chouan.

Page 3 – Une finale en lettres... Capitole. – Le laid Paris.

Page 4 – La situation politique dans le Pacifique français.

Page 5 – Pour sauver le climat, fermons les théâtres !

Page 6 – Boris Johnson : la fin du parcours ? – Voix étrangères. – Les faits marquants.

Page 7 – Les amis verts (III) : la Barbade.

Pages 8 à 10 – Manifeste de Mgr le comte de Paris : *Pour l'écologie politique*.

Pages 11-12 – Défense : poursuivre le débat.

Pages 13 à 15 – Chez Stéphane Bern à Thiron-Gardais.

Page 16 – Un débat autour de Georges Sorel.

Pages 17-18 – Lectures.

Page 19 – Blaise Pascal, cœur et esprit.

Page 20 – Présence de Barrès.

Page 21 – Maurice Barrès, du Rhin à l'Oronte. – La Société des lecteurs de Maurice Barrès.

Page 22 – Jean-Marie Lelièvre et le centenaire des 24 Heures du Mans.

Page 23 – Le mouvement royaliste. – Brèves royales.

Page 24 – Éditorial : Pour restaurer l'autorité.